



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**RENFORCER LES CAPACITÉS MACROECONOMIQUES EN**  
**AFRIQUE CENTRALE**

**RAPPORT SEMESTRIEL 2020**

*Octobre 2019*

*AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :*



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

## Liste d'acronymes et abréviations

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre d'assistance technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
AT	Assistance technique
BRB	Banque de la République du Burundi
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CGE	Compte général de l'Etat
CMR	Cameroun
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
DGCPT	Direction générale de la comptabilité publique et du trésor
eReview	Workflow de gestion documentaire du FMI
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	<i>Internal Capital Adequacy Assessment Process</i> – Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
NBE	Nomenclature du budget de l'Etat
PAF	Plan annuel de financement
PTF	Partenaires techniques et financiers
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
SFP	Statistiques des finances publiques
SGDD-a	Système général de diffusion des données amélioré
SINDARA	Système informatique douanier du Gabon
SOAP	Situation des opérations de l'administration publique
STP	Sao Tomé-et-Principe
SYDONIA World	Système de gestion de l'information douanière mondiale
ORANGE	Système informatique fiscal de la République Démocratique du Congo
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l'État
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne

## Table des matières

<b>I. Introduction et Contexte.....</b>	<b>6</b>
Le programme.....	6
L’AFC.....	6
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée .....	6
Le contexte régional.....	6
Le contexte macroéconomique .....	7
L’objectif fondamental.....	9
Les objectifs stratégiques.....	9
La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs.....	10
Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail.....	10
<b>II. Indicateurs de performance de l’assistance technique du Centre.....</b>	<b>11</b>
La priorisation par la gestion axée sur les résultats .....	11
Programme de travail 2020 révisé .....	13
Exécution du programme : activités et ressources.....	14
<b>III. Performance par domaine.....</b>	<b>18</b>
A. Administration des revenus.....	18
B. Gestion des finances publiques.....	21
C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires.....	22
D. Statistiques des finances publiques.....	24
E. Statistiques macroéconomiques .....	26
F. Gestion de la dette publique.....	28
G. Régulation et supervision bancaires.....	29
<b>Réussites remarquables</b>	
1- Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts.....	19
2- Renforcement des dispositifs de programmation budgétaire à moyen terme.....	23
3- Processus d’adoption de la nouvelle méthodologie d’élaboration du TOFE – Tableau des Opérations Financières de l’Etat (Situation au 15 octobre 2019).....	25
4- Appui à la souscription au SGDD-a .....	27
5- Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit.....	30
<b>Graphiques</b>	
Graphique 1 : Notation des étapes intermédiaires (en nombre).....	12
Graphique 2 : Activités par type (en nombre) .....	14
Graphique 3 : Activités par pays (en nombre).....	14
Graphique 4 : Activités par domaine (en nombre).....	15
Graphique 5 : Ressources par pays (en personnes semaines).....	15
Graphique 6 : Ressources par domaine (en personnes semaines).....	16
Graphique 7 : Répartition des ressources par pays .....	16
Graphique 8 : Répartition des ressources par domaine.....	17
Graphique 9 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire .....	17

**Annexes**

1. Activités par pays et domaine
2. Ressources par pays et domaine
3. Séminaires régionaux et visite professionnelle
4. Cadre logique 2020-2022
5. Personnel

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

### *Le programme*

- 1. Ce document présente une synthèse de l'exécution du programme de travail du premier semestre de l'année fiscale 2020 allant du 01 mai au 31 octobre 2019 du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

### *L'AFC*

- 2. Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités de gestion macroéconomique et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres que sont le *Burundi*, le *Cameroun*, le *Congo*, la *République Centrafricaine*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.**

### *La vision sur laquelle le programme de travail est fondée*

- 3. Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales. AFC veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins, et en coopération avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

### *Le contexte régional*

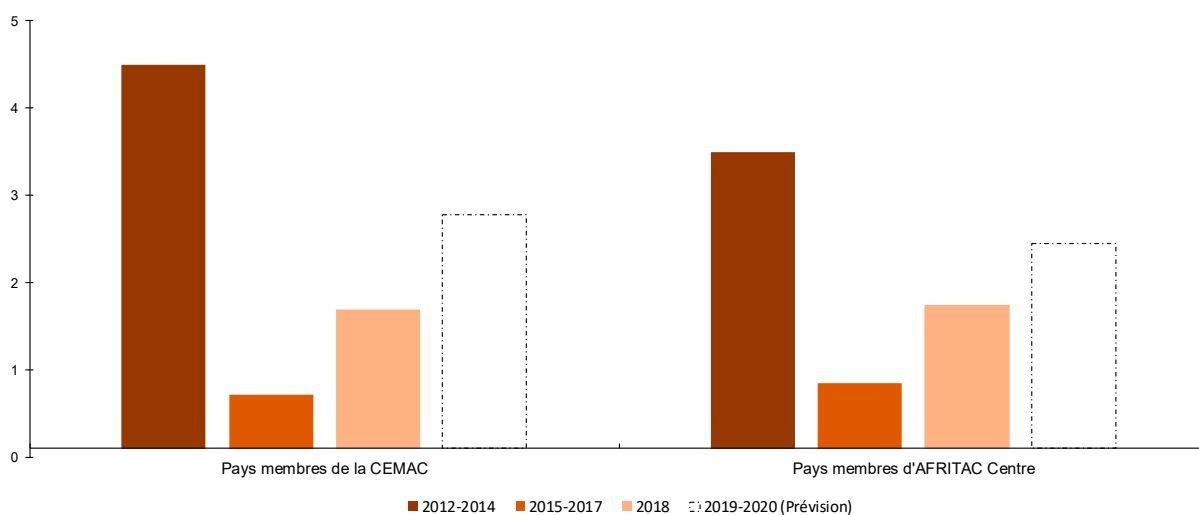
- 4. Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.

5. **L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le *Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* dans la *CEMAC* ainsi que le *Burundi*, la *RDC* et *Sao Tomé-et-Principe* sont des pays en situation de fragilité.

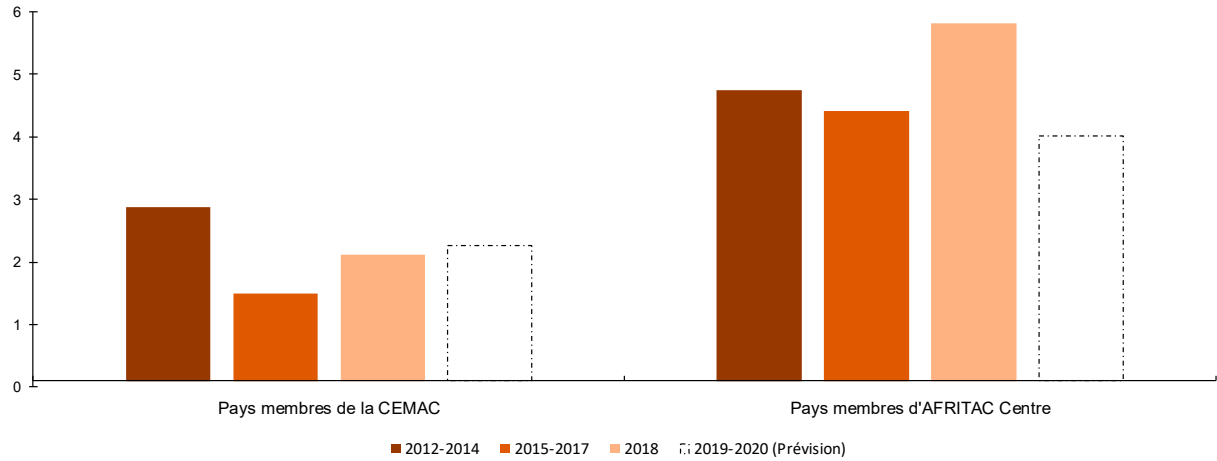
#### *Le contexte macroéconomique*

6. **À l'instar de l'Afrique subsaharienne, les États membres d'AFC ont fait face à des défis macroéconomiques et financiers.** Après une croissance robuste accompagnée d'une situation macroéconomique stable de 2012 à 2014, le développement économique et social des États membres a été entravé entre 2015 et 2017 à la suite de la chute vertigineuse des prix des matières premières. Cette situation s'est traduite par la montée des déficits et la hausse de l'endettement public, ainsi que par l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers. Depuis 2017, la rationalisation des choix budgétaires est amorcée dans la plupart des pays membres d'AFC en partie grâce aux programmes de réformes économiques des pays membres avec l'appui du FMI et d'autres partenaires au développement. Des politiques budgétaires ambitieuses ainsi que des réformes structurelles sont nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, rétablir une croissance forte, renforcer le climat des affaires et favoriser l'intégration régionale.

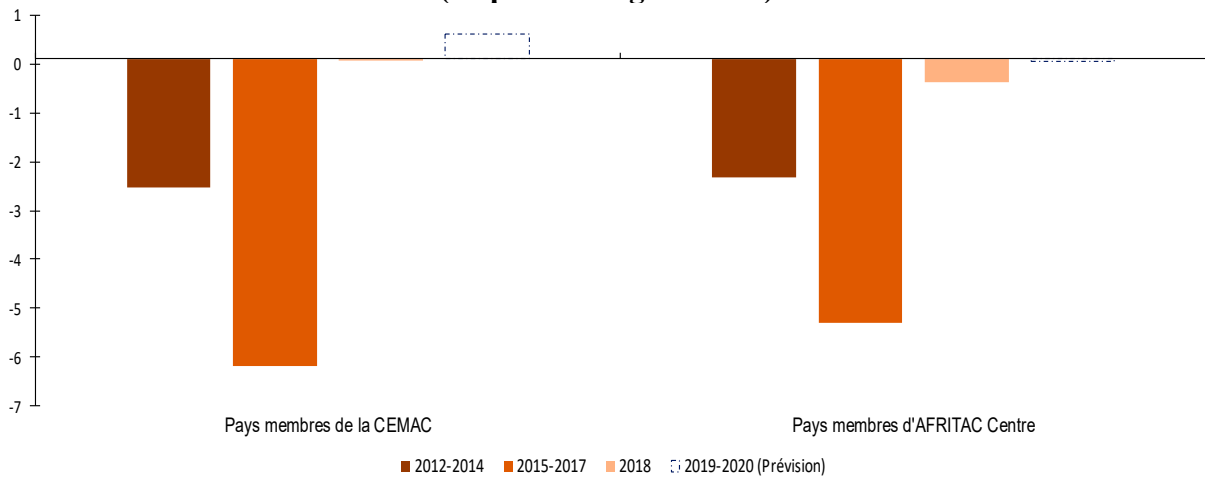
#### **Croissance du PIB (en pourcentage)**



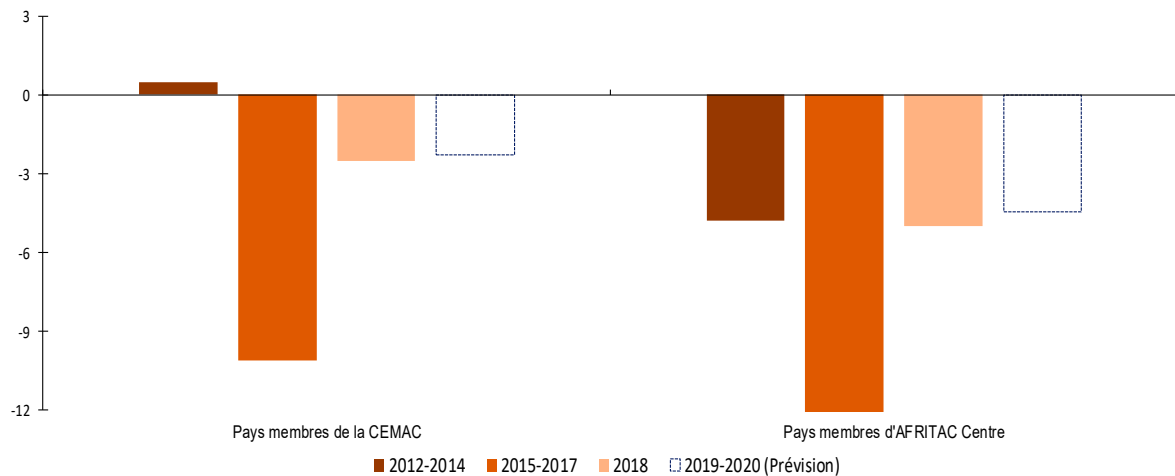
### Inflation des prix à la consommation (en pourcentage moyen de la variation annuelle)



### Solde budgétaire global (dons compris) (en pourcentage du PIB)

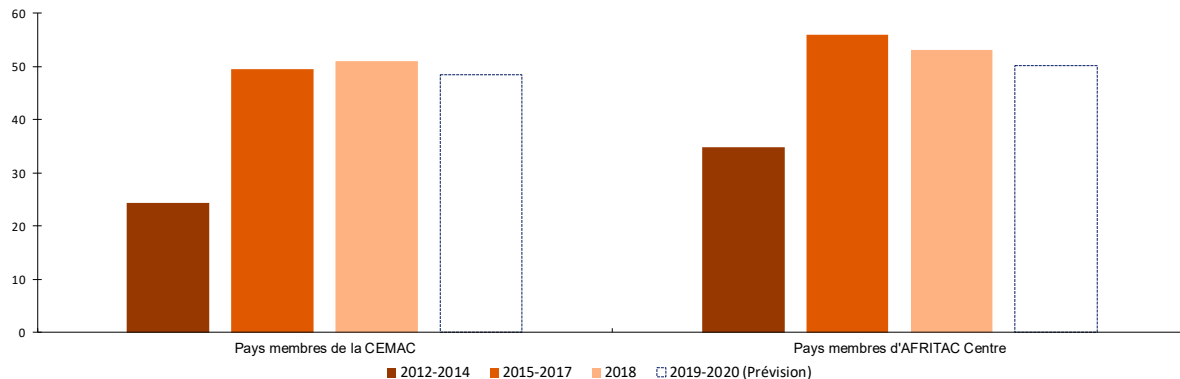


### Solde extérieur courant (en pourcentage du PIB)





### Dette publique (en pourcentage du PIB)



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2019.

#### *L'objectif fondamental*

7. **L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
8. **Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre mettra à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

#### *Les objectifs stratégiques*

9. **Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline des objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d'AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022**<sup>1</sup>. Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,

<sup>1</sup> Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [ici](#).

- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

*La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs*

**10. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres.** Le programme d'AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l'année fiscale 2020 est aussi marqué par une intégration accrue de l'assistance technique dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

**11. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires** impliqués dans la mise en œuvre des réformes dans les pays membres. Ces partenaires sont les suivants : ACBF, AFD, AFRISTAT, Banque africaine de développement, Banque de France, Banque mondiale, CNUCED, Coopération française, Expertise France, GIZ, ONU Femmes et Union européenne.

*Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail*

**12. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes :** le risque d'instabilité de la situation sécuritaire dans quelques pays membres, un engagement insuffisant à l'égard des réformes, des besoins importants en renforcement des capacités humaines, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et télécoms), l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l'annulation de certaines activités en raison de changements de priorité, le retard de transmission par les pays des documents de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales ainsi que des ressources financières insuffisantes.

*L’alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable*

- 13. Les priorités du programme de travail pour l’année fiscale 2020 s’alignent sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres** avec l’intervention des principales parties prenantes. Elles reflètent les demandes de renforcement des capacités formulées par les membres, y compris les plus fragiles d’entre eux (notamment au Burundi, au Congo, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad).
- 14. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l’égard du Programme de financement du développement (Pfd) pour faciliter la réalisation des *Objectifs de Développement Durable*** grâce à une mobilisation accrue des ressources nationales, à une meilleure utilisation des ressources publiques, à une inclusion financière élargie et à l’amélioration de la compilation et de la diffusion des statistiques pour renforcer des prises de décision qui soient cohérentes en matière de politique économique. Le Centre développera ses activités d’assistance technique et de formation dans les domaines de l’analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires, de la gestion des finances publiques, ainsi que dans l’administration des revenus tout en maintenant son appui dans les domaines de la gestion de la dette et de la supervision bancaire, condition préalable à l’inclusion financière et au renforcement du rôle du secteur bancaire dans le soutien à l’économie.

## II. INDICATEURS DE PERFORMANCE DE L’ASSISTANCE TECHNIQUE DU CENTRE

*La priorisation par la gestion axée sur les résultats*

- 15. AFRITAC Centre est en bonne voie pour réaliser son plan de travail tel que stipulé dans les cadres logiques du Centre de l’année fiscale 2020.** Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le nombre d’étapes intermédiaires est passé de 300 à 264, soit une baisse de 12%. Cette baisse s’explique par des ajustements effectués par les conseillers résidents après concertations avec le Siège du FMI et les discussions menées avec les autorités nationales dans le souci d’ajuster le programme de travail du Centre en fonction des priorités et des capacités des États membres.

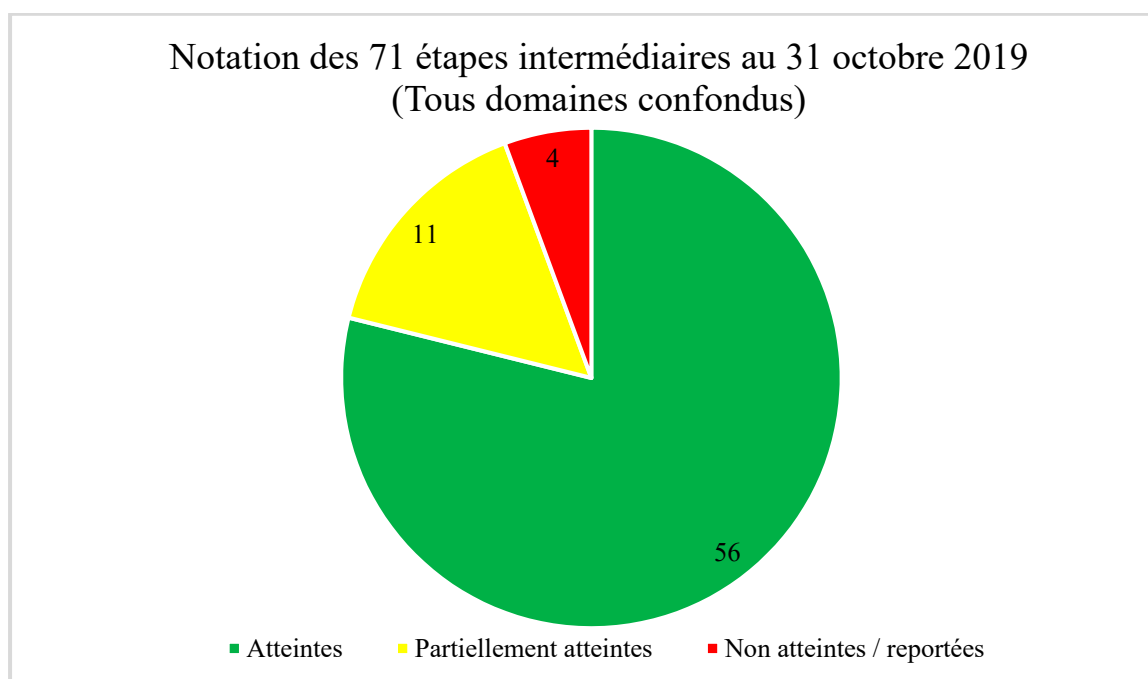
ETAPES INTERMÉDIAIRES D’AFRITAC CENTRE - ANNEE FISCALE 2020				
Domaines	Nombre d’étapes intermédiaires en début d’année fiscale	Nombre d’étapes intermédiaires au 31 octobre 2019	Étapes intermédiaires notées au 31 octobre 2019	Étapes intermédiaires restant à noter
Administration douanière	14	16	6	10
Administration fiscale	25	17	0	17
Gestion des finances publiques*	65	57	17	40
Statistiques macroéconomiques	30	48	14	34

ETAPES INTERMEDIAIRES D'AFRITAC CENTRE - ANNEE FISCALE 2020				
Domaines	Nombre d'étapes intermédiaires en début d'année fiscale	Nombre d'étapes intermédiaires au 31 octobre 2019	Etapes intermédiaires notées au 31 octobre 2019	Etapes intermédiaires restant à noter
Statistiques des finances publiques	37	31	1	30
Gestion de la dette publique	66	35	5	30
Régulation et supervision bancaires	63	60	28	32
<b>Totaux</b>	<b>300</b>	<b>264</b>	<b>71</b>	<b>193</b>

\*La gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité publique et la gestion de la Trésorerie, et l'analyse et les prévisions macroéconomiques

Sur les 264 étapes intermédiaires à mettre en œuvre pour l'année fiscale 2020, 71 sont déjà notés et 193 (73%) sont à noter pour la seconde partie de l'année fiscale. Le graphique 1 ci-dessous indique la performance des étapes intermédiaires du Centre au 31 octobre 2019.

**Graphique 1 : Notation des étapes intermédiaires (en nombre)**



Le premier semestre de l'année fiscale a permis de faire des progrès dans certaines priorités du Centre :

- La qualité des cadres logiques continue de s'améliorer avec la prise en compte de la mise à jour du catalogue RBM dans certains départements (MCM), la mise à jour régulière des risques dans la plateforme de gestion axée sur les résultats au niveau du projet et au niveau des objectifs, et une identification systématique des partenaires qui

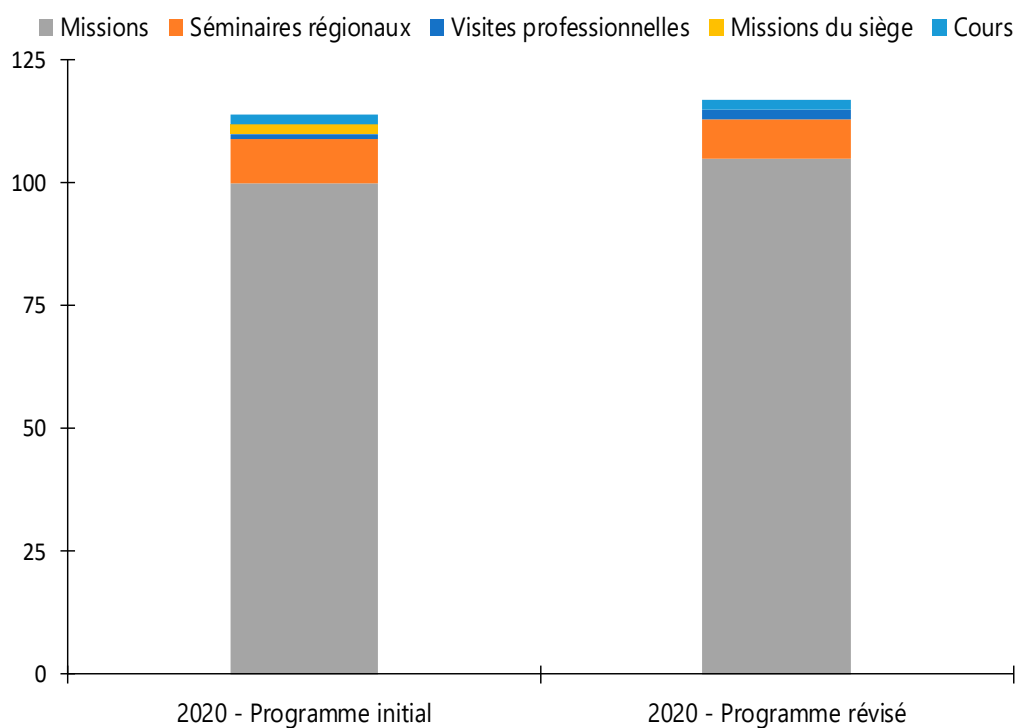
participent à la réalisation des objectifs afin d'identifier les synergies possibles et faciliter la coordination des efforts.

- La planification des étapes intermédiaires est bien meilleure avec un pourcentage de modification faible par rapport aux cadres logiques approuvés par le comité d'orientation.
- Le Centre a commencé à travailler sur l'étude de l'impact de ses activités d'assistance technique en sélectionnant 2 projets pilotes qui doivent permettre de mesurer précisément dans quelle mesure les activités d'assistance technique du Centre ont eu un impact au niveau des bénéficiaires. La matrice de mesure de l'impact a d'ores et déjà été rédigée.
- Le Centre a également fixé comme priorité le renforcement des capacités et des connaissances de son personnel et à ce titre un plan de formation couvrant l'intégralité de l'année fiscale 2020 a été rédigée en concertation avec le personnel du Centre. Les personnels vont pouvoir améliorer leurs capacités dans des domaines assez variés tels que la gestion de projet, l'utilisation de la plateforme de gestion axée sur les résultats, le eReview, et la gestion du temps de travail. Certaines formations aboutiront à la délivrance de certificats.

Au cours du second semestre, d'autres ajustements pourraient s'avérer nécessaires en fonction sans toutefois affecter le plan de travail global qui a été adopté par le Comité d'Orientation. Le second trimestre sera également une opportunité de noter et d'évaluer la performance des résultats escomptés (« *outcomes* ») pour tous les domaines du Centre. Cette étape est fondamentale dans la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats au Centre puisque la notation des résultats escomptés est l'étape préalable à la notation des objectifs du Centre.

#### *Programme de travail 2020 révisé*

**16. Durant l'exercice fiscal 2019, le Centre a atteint son plus haut niveau d'activités en raison de l'accroissement de la demande d'assistance technique par les pays membres** et la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2020, le Centre prévoit de maintenir son assistance technique aux pays membres pour ainsi continuer de soutenir les réformes économiques engagées dans ces pays avec l'appui du FMI et des partenaires au développement avec les moyens budgétaires mis à sa disposition. Ainsi, le Centre poursuivra la réalisation de ses activités dans l'ensemble des domaines d'intervention. Ainsi, le programme révisé 2020 comprend 105 missions, 8 séminaires régionaux, 2 visites professionnelles et 2 cours régionaux (graphique 2).

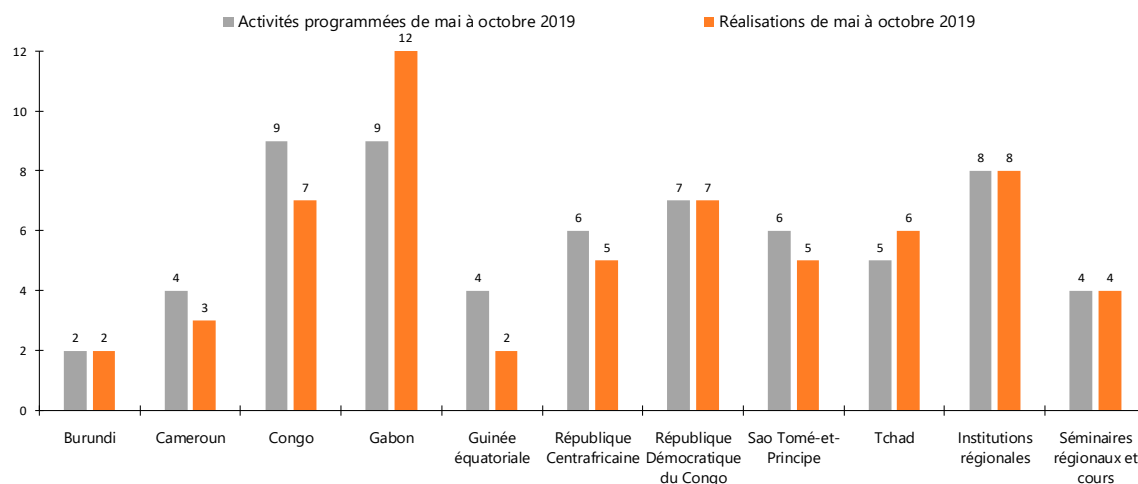
**Graphique 2 : Activités par type (en nombre)**

Source : AFRITAC Centre

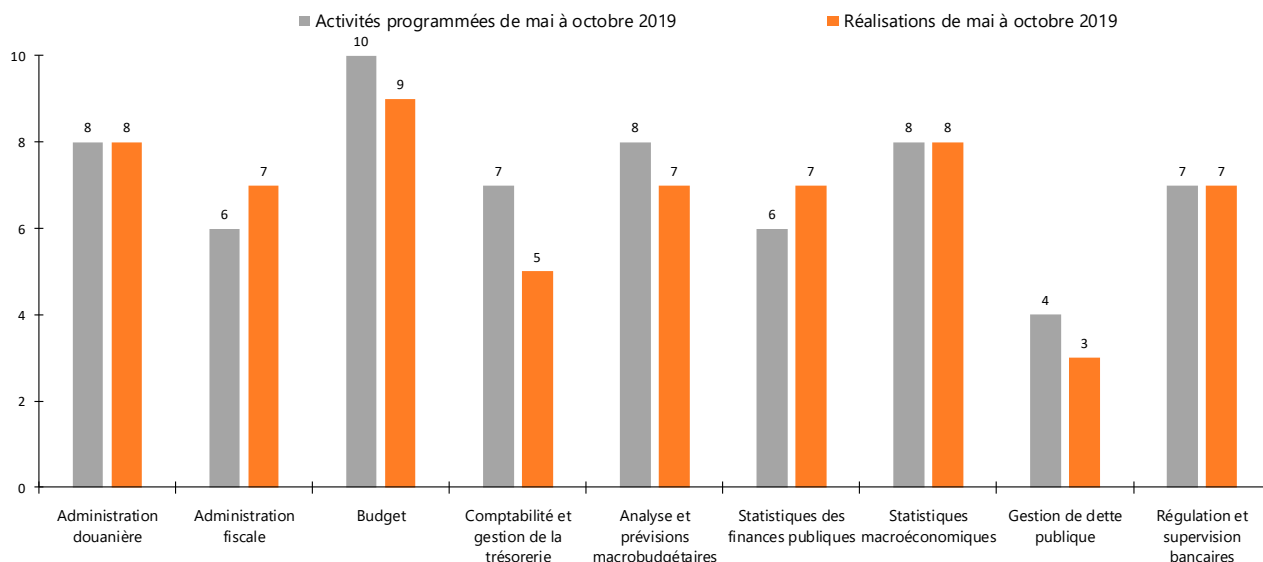
*Exécution du programme : activités et ressources*

*Niveau des activités*

**17. Le Centre a exécuté 95% des activités programmées au premier semestre de l'année fiscale 2020.** Les activités d'assistance technique ont couvert l'ensemble des pays et domaines d'intervention du Centre. Sur le volet des appuis aux institutions régionales et des séminaires régionaux, le Centre a également réalisé l'ensemble des activités prévues (graphiques 3 et 4).

**Graphique 3 : Activités par pays (en nombre)**

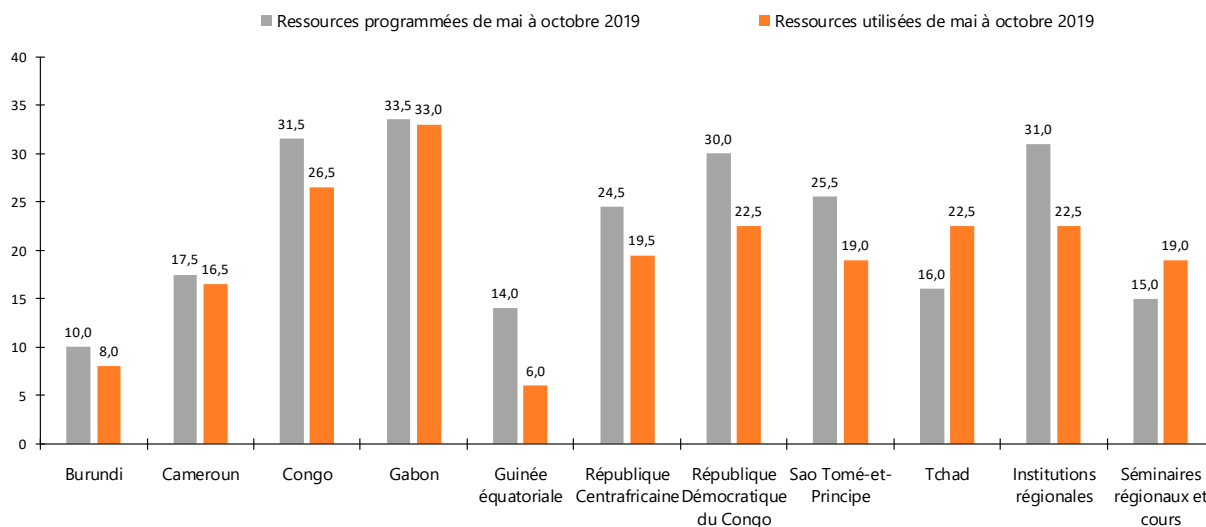
Source : AFRITAC Centre

**Graphique 4 : Activités par domaine (en nombre)**

Source : AFRITAC Centre

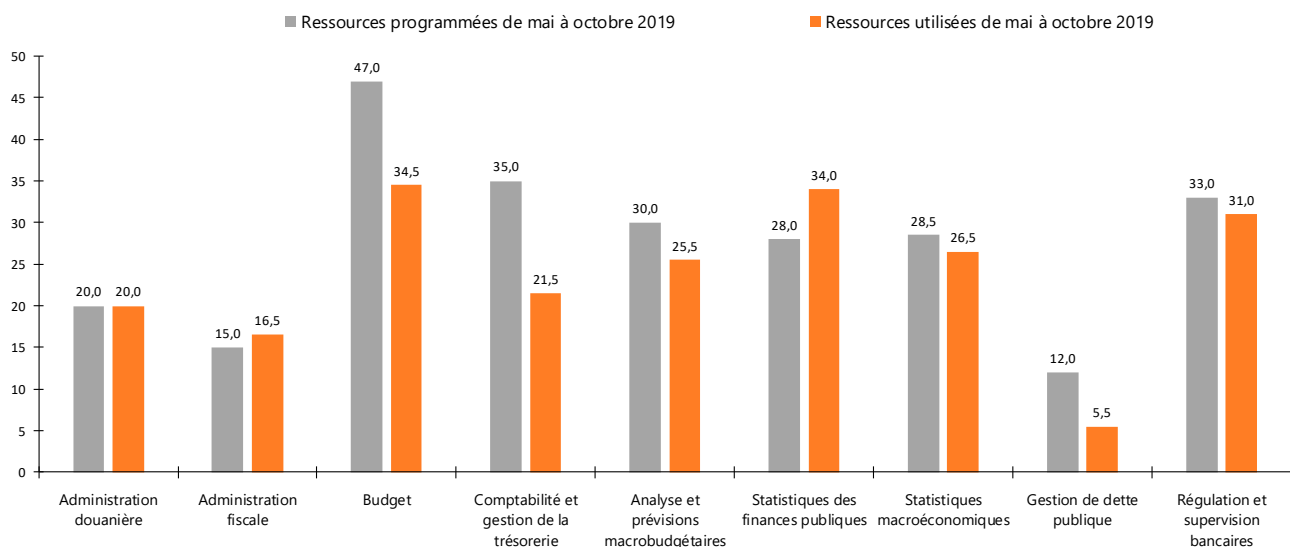
### *Niveau des ressources*

**18. Au cours du premier semestre, le Centre a consacré 215 personnes semaines soit 87% de ses ressources programmées au renforcement des capacités des administrations des pays membres dans l'ensemble des domaines d'intervention.** Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources autour de 86% en faveur des pays fragiles et 91 % pour ceux de la CEMAC. (annexe 2, graphiques 5 et 6).

**Graphique 5 : Ressources par pays (en personnes semaines)**

Source : AFRITAC Centre

## Graphique 6 : Ressources par domaine (en personnes semaines)

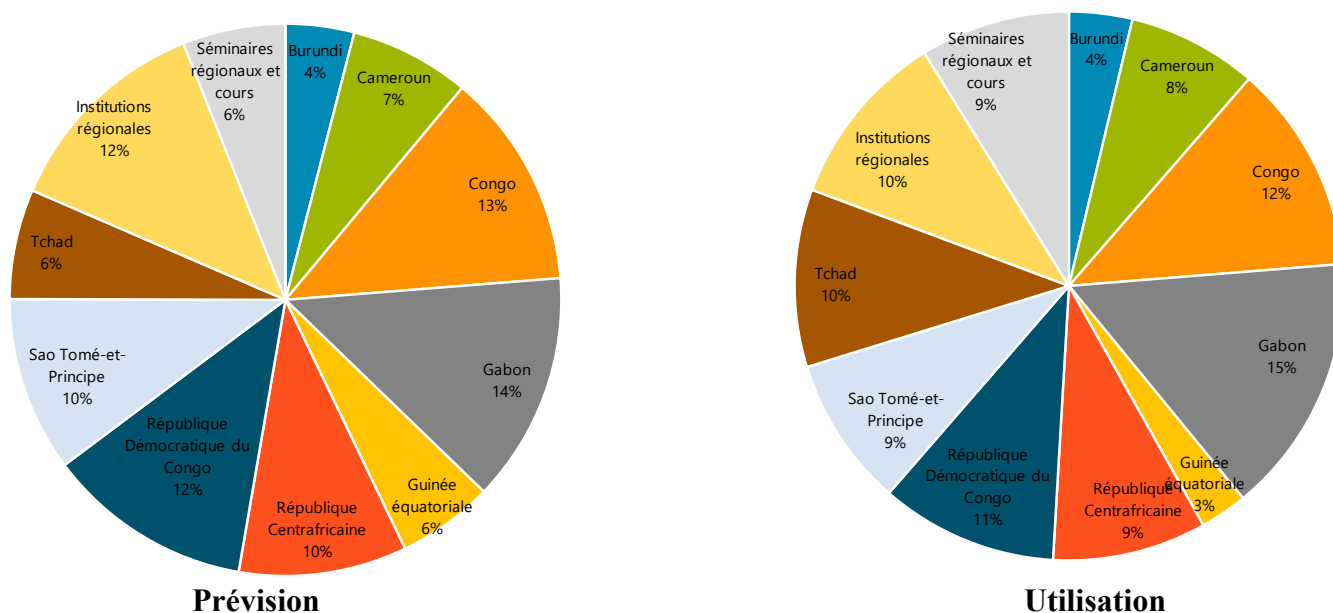


Source : AFRITAC Centre

### Répartition des ressources

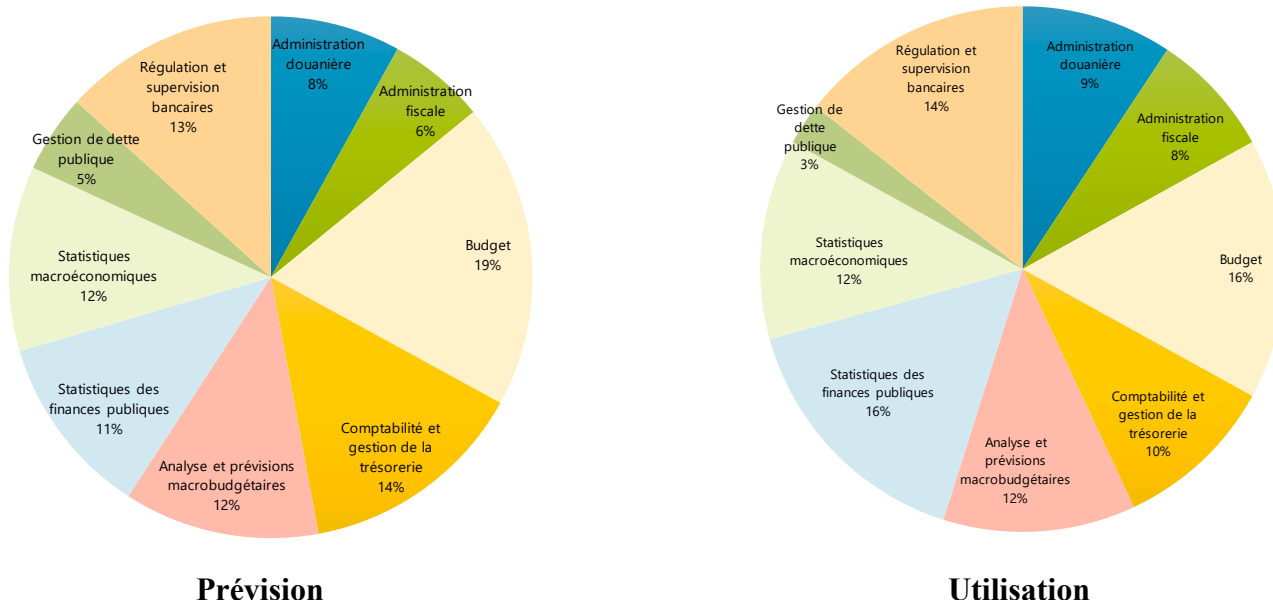
**19. Au cours du semestre, le Centre a consacré plus de la moitié des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 17 % de ses ressources à la gestion de la dette publique et à la régulation et supervision bancaires, 28% au renforcement des statistiques. 19% de ses ressources ont été utilisés pour les séminaires régionaux et les appuis aux institutions régionales. Cela confirme l'intérêt des pays membres à impulser des réformes structurelles dans le contexte régional actuel (graphiques 7 et 8).**

### Graphique 7 : Répartition des ressources par pays



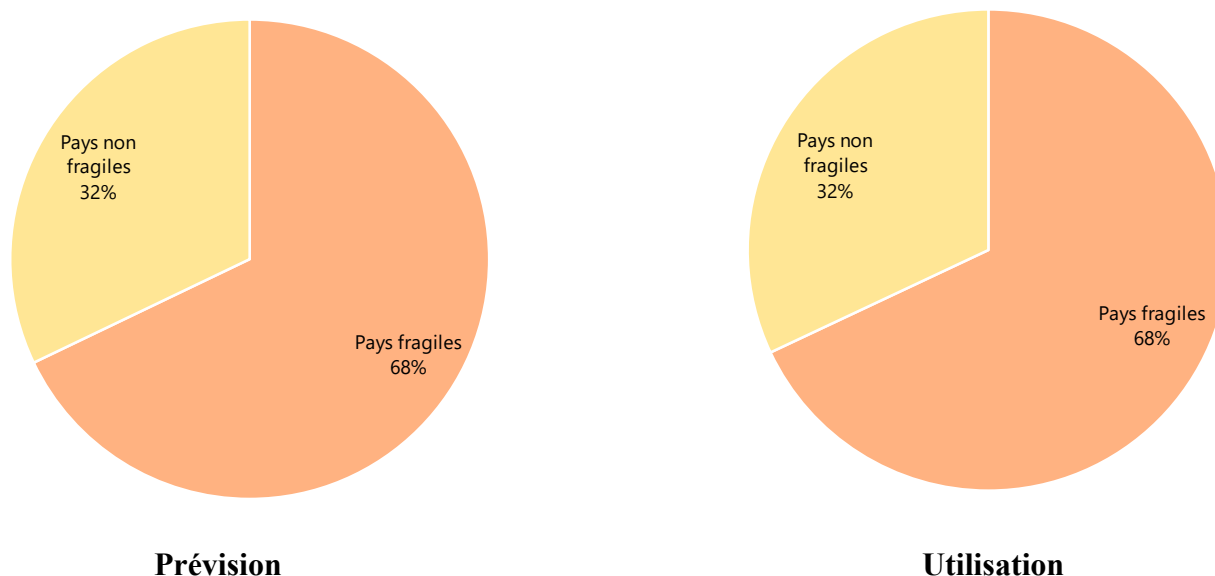
Source : AFRITAC Centre



**Graphique 8 : Répartition des ressources par domaine<sup>2</sup>**

Source : AFRITAC Centre

**20. Au cours du semestre, le Centre a consacré les 68% de ses ressources tel que prévu aux pays membres en situation de fragilité** (graphique 9). Ainsi, le Centre contribue à la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités.

**Graphique 9 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire<sup>3</sup>**

Source : AFRITAC Centre

<sup>2</sup> La gestion des finances publiques inclut les activités du budget, de la comptabilité publique et de l'analyse macroéconomique et budgétaire.

<sup>3</sup> Pays membres fragiles : le Burundi, le Congo, la RCA, la RDC, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad (Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2019)

### III. PERFORMANCE PAR DOMAINE

**21. Les principaux résultats atteints par domaine au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 sont mentionnés dans les sections suivantes de ce rapport.** Ces résultats sont présentés par objectif d'intervention et résultats escomptés conformément au cadre de gestion axée sur les résultats adopté pour la gestion des activités de renforcement de capacités du FMI.

#### A. Administration des revenus

##### *Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine de l'administration des revenus ont contribué aux résultats ci-après :

#### A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Résultat escompté : Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et en phase avec les normes régionales et internationales

- Appui à la rédaction de huit textes d'application du code douanier *CEMAC* adopté en avril 2019,
- Participation d'un expert douanier aux travaux préparatoires organisés par la commission *CEMAC* en vue de l'adoption des textes d'application du Code communautaire douanier adopté en avril 2019,
- Modernisation de la direction des moyennes entreprises au Tchad (gestion du fichier, réorganisation de la direction des moyennes entreprises) face au défi de renforcement des performances de la TVA.

#### A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales

Résultat escompté : Les programmes de contrôle fiscaux participent au renforcement du dispositif du civisme fiscal

- Identification des entreprises à risques devant être contrôlées rapidement en vue de demander le remboursement de la TVA déduite à tort par les entreprises.

Résultat escompté : Le nombre des entreprises qui respectent leurs obligations de paiement augmente progressivement

- Appui à la mise en œuvre d'une opération spéciale d'apurement de 321 cas des dossiers contentieux recensés au Congo. C'est une opération devant conduire à l'apurement des soldes restant dus après le traitement des instances contentieuses,

- Contrôle ponctuel des entreprises présentant des incohérences entre les déclarations déposées et l'évolution de croissance économique. Contrôle des entreprises ayant signé des conventions d'exonérations avec l'Etat et contrôle ponctuel des entreprises à risques déclaratifs identifiés en matière de TVA en RCA,
- Formulation d'une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux, identification des restes à recouvrer facilement recouvrables établis à 25% du total des arriérés fiscaux à Sao Tomé-et-Principe.


Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

Résultat escompté : Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales

- Mobilisation de recettes fiscales et douanières au Gabon s'appuyant sur le levier collaboration douanes et impôts (**Réussite remarquable 1**),

### **Réussite remarquable 1**

*Contexte : Le Gabon s'est engagé dans le renforcement de l'intégration des missions douanes et impôts pour une lutte conjointe contre la fraude douanière et fiscale.*

Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts
<p><b>Pays :</b> Gabon </p> <p><b>Domaine d'intervention :</b> Administration des revenus</p> <p><b>Date de mise en œuvre :</b> 2014-2018</p> <p><b>Objectifs de l'appui :</b> Renforcer le contrôle de la valeur en douane en utilisant des informations déclarées par les entreprises et disponibles auprès des services fiscaux.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> L'appui d'AFC a permis aux services douaniers et fiscaux de coopérer ensemble. Ces derniers ont identifié les entreprises à fort potentiel de risque, en lien avec la minoration de la valeur en douane. AFC a dispensé plusieurs formations dont la dernière à Yaoundé (Cameroun) en février 2018, pour former les cadres des douanes et des impôts sur la comptabilité des entreprises.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus :</b> Dans une première phase, la douane a pu identifier 7 entreprises qui ont fait l'objet d'un redressement de 3,6 milliards F CFA de droits simples. La seconde phase consiste en la poursuite de l'activité de contrôle à une liste étendue de nouvelles entreprises.</p> <p><b>Impact du projet :</b> L'impact sur les recettes budgétaires est visible puisque le projet a permis une augmentation significative des recettes fiscales. A moyen terme, un impact sur le comportement déclaratif est attendu s'il y a une mise en œuvre soutenue de la réforme.</p> <p><b>Facteurs de succès :</b> La détermination des cadres de la douane et des services fiscaux à mettre en œuvre la réforme a été un élément essentiel du succès de la réforme qui bénéficie de l'appui continu d'AFC pour son appropriation.</p> <p><b>Leçons apprises :</b> La collaboration douanes – impôts est un levier d'accroissement des recettes fiscales et constitue une piste efficace de lutte contre la fraude.</p>

- Recouvrement d'arriérés fiscaux de plus de 10,5 milliards de FCFA au Gabon (de janvier à juillet 2019),

- Formulation des mesures d'administration fiscale devant conduire à la restauration de la TVA en *RDC* (simplification de la législation et de la réglementation, outils de gestion, tableau de bord de suivi, automatisation) en *RDC*.

#### Résultat escompté : Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables

- Formulation d'une stratégie globale gestion des fichiers des contribuables au *RCA* et au *Tchad*.

### **A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières**

#### Résultat escompté : Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières

#### Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- Préparation d'une stratégie de renforcement du contrôle des valeurs déclarées en douane au *Cameroun*,
- Identification des conditions préalables à la mise en œuvre efficace du plan pluriannuel d'assistance technique portant sur le renforcement du contrôle de la valeur en douanes et l'évaluation des structures et systèmes en charge de la détermination de la valeur en douane au *Congo*,
- Appui à la mise en œuvre des mesures de mobilisation des recettes fiscales : Mise en conformité des droits de douane avec le tarif douanier, configuration de la sélectivité dans le système *Sindara* et suppression des exonérations, et codification de codes additionnels au *Gabon*,
- Redéfinition des missions du Système Orange destiné à l'évaluation des marchandises et élaboration d'un plan de contrôle et d'une méthodologie de vérification des entreprises présentant un risque de minoration de la valeur en douane en *RDC*,
- Formation sur les meilleures pratiques conformes aux normes de l'OMC en matière de valeur en douane (valeur transactionnelle, les méthodes de substitution) et proposition de mise en production du module valeur dans Sydonia Word à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Formulation d'un plan de renforcement du contrôle de la valeur en douane en vue de l'amélioration des conditions d'administration des exonérations douanières et du renforcement du système de bancarisation des recettes pour une meilleure sécurisation des recettes collectées au *Tchad*.

## B. Gestion des finances publiques

### *Promouvoir une gestion efficace des finances publiques*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine de la gestion des finances publiques ont contribué aux résultats ci-après :

#### **B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques**

##### Résultat escompté : Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques

- Elaboration d'un projet de directive sur la comptabilité matière pour les pays membres de la *CEMAC*.

#### **B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques**

##### Résultat escompté : Préparation d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié

- Poursuite de la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire dans le système d'information au *Tchad* avec l'amélioration du système CID (Circuit intégré de la dépense). Préparation de l'environnement informatique pour l'élaboration du PLF (Projet de loi des finances) 2020 avec la nouvelle nomenclature budgétaire et toutes les classifications conformes aux directives de la *CEMAC* et aux normes internationales,
- Amélioration de la prise en charge des recettes affectées dans la loi de finances et leurs conditions d'exécution et appui à l'opérationnalisation de la cellule en charge de la tutelle des établissements publics nationaux au *Gabon*. Revue de conformité des affectations de recettes sous la forme de compte d'affectation spéciale ou d'attribution de produits.

##### Résultat escompté : Préparation d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié

- Sensibilisation des cadres de la *région* aux problèmes, aux défis et aux bonnes pratiques liés à la gestion des investissements publics et à l'utilisation de nouveaux outils de surveillance des investissements et de partenariats public-privé (PPP),
- Initiation des cadres de la *région* à l'outil d'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) mis au point par le FMI et renforcement des capacités des responsables à l'identification et l'évaluation des risques associés aux PPP utilisant le Modèle d'Evaluation des Risques liés au Partenariat public et privé.

##### Résultat escompté : Amélioration de la gestion des investissements publics

- Validation des guides relatifs à la gestion du budget en mode programme en *RDC* : Guide d'élaboration des Projets annuels de performance et des rapports annuels de performance, guide du dialogue de gestion.

### B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

#### Résultat escompté : Renforcement du contrôle de l'exécution du budget

- Rédaction de deux projets de texte qui ont été soumis aux autorités du *Cameroun* pour la mise en place du cadre institutionnel de la comptabilité des matières. Il s'agissait d'un projet de décret portant comptabilité des matières et le projet d'arrêté d'application,
- Appui dans la mise en place des outils techniques et méthodologiques nécessaires à la budgétisation, l'exécution, la comptabilisation et le suivi des dépenses d'investissement public en mode AE (Autorisation d'engagement) et CP (Crédit de paiement) au *Congo*.

### B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

#### Résultat escompté : Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires

- Revue des dernières versions des guides de procédures d'exécution budgétaire et comptable ainsi que du projet de version commentée du nouveau plan comptable de l'État au *Congo*,
- Formation pour la mise en place d'une méthodologie d'apurement de certains comptes de la balance générale des comptes de l'État et sensibilisation des cadres de la DGCPPT sur le contrôle interne comptable au *Gabon*,
- Amélioration du dispositif d'enregistrement des opérations de recettes et de dépenses et renforcement du mécanisme de rapprochement mensuel des comptes du Trésor avec la banque centrale au titre de l'année 2019 en *RCA*.

## C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

### *Améliorer la gestion des finances publiques par des projections budgétaires solides*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires ont contribué aux résultats ci-après :

#### C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

##### Résultat escompté : Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques

- Actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques afin de répondre aux enjeux actuels et d'en améliorer la mise en œuvre au *Tchad*.


## C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Formation des cadres de la région sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Renforcement de l'ancrage du cadrage macroéconomique aux dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme à partir du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) prévisionnel au *Congo*,
- Elaboration d'une maquette d'élaboration du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et du Cadre de dépenses à moyen terme central (CDMTc), et son utilisation pour la rédaction d'une note sur l'orientation budgétaire de la *RCA* pour la période 2020-2022 (**Réussite remarquable 2**),

### Réussite remarquable 2

*Contexte : Le dispositif de programmation budgétaire à moyen terme de la République Centrafricaine était inexistant.*

Renforcement des dispositifs de programmation budgétaire à moyen terme
<b>Pays :</b> République Centrafricaine 
<b>Domaine d'intervention :</b> Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires
<b>Date de mise en œuvre :</b> Processus continu de mars à août 2019
<b>Objectifs de l'appui :</b> Mettre en place une démarche efficace d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme à partir du TOFE prévisionnel, y compris le cadre institutionnel, les outils techniques et méthodologiques nécessaires ainsi que les rôles des parties prenantes.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Une mission d'AFC a permis de revisiter les contraintes de l'exercice de cadrage macroéconomique, de renforcer les capacités des experts centrafricains sur les méthodes de prévision des agrégats budgétaires (recettes, dépenses et financements) et élaboré une maquette expérimentale pour l'élaboration du CBMT/CDMT. Une deuxième mission en mai-juin 2019 a permis de former les acteurs sur l'utilisation de cette maquette. Conjointement avec Expertise France, un atelier a été organisé en août 2019 pour renforcer l'appropriation et l'utilisation de cette maquette, l'élaboration du CBMT/CDMT de 2020-2022, la note d'orientation budgétaire de la RCA sur cette période à annexer au projet de loi de finances 2020 ainsi que la mise en place d'une structure pérenne pour la conduite régulière de ces travaux.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Les travaux ont permis de disposer d'un outil d'élaboration des CBMT/CDMT ainsi que de mettre en place les structures institutionnels en charge de ces travaux.
<b>Impact du projet :</b> Le projet contribue à renforcer la programmation et la crédibilité du budget ainsi que la visibilité des actions de politiques macrobudgétaires à moyen terme.
<b>Facteurs de succès :</b> L'implication active et l'intérêt de la Direction générale du budget et la synergie avec un partenaire technique et financier local (Expertise France).
<b>Leçons apprises :</b> Compte tenu des contraintes budgétaires et des contraintes de calendrier d'AFC, entre 2 missions, le contact continu avec interlocuteurs (DGB dans le cas d'espèce) et la synergie avec les PTF locaux permettent d'accélérer la mise en œuvre des projets et des recommandations.

- Renforcement des capacités des cadres de la *région* en matière de prévision des recettes budgétaires et élaboration d'une feuille de route pour le renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de prévision des recettes budgétaires.

### **C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires**

#### Résultat escompté : Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques

- Appui à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au *Gabon* et au *Tchad* afin de les quantifier et de suggérer les mesures d'atténuation et de provisionnement pour limiter les conséquences de ceux-ci sur le cadrage et l'exécution budgétaires.

## **D. Statistiques des finances publiques**

### *Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine des statistiques des finances publiques ont contribué aux résultats ci-après :

#### **D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision**

##### Résultat escompté : Les données sources conviennent à l'établissement des statistiques des finances publiques

- Lancement des travaux de production des statistiques de la dette suivant la méthodologie du guide des statistiques de la dette publique/MSFP 2014 au *Congo*,
- Elaboration d'une matrice de collecte des données source de la dette publique (emprunts/crédits à long terme) selon le Guide de la Dette du Secteur Public du FMI en conformité avec les normes de reporting à la base de données de la Banque Mondiale en *Guinée-équatoriale*,
- Elaboration du compte de patrimoine financier pour 2018 et 2017 à partir de la situation nette de l'État présentée dans le CGE au *Gabon*,
- Renforcement des capacités des nouveaux agents sur les principes fondamentaux de la méthodologie du MSFP 2014 ainsi que les procédures d'élaboration des SFP au *Gabon*,
- Finalisation du projet du tableau institutionnel du secteur des administrations publiques, et lancement des travaux de recensement des données nécessaires pour l'extension du champ des statistiques des finances publiques au *Tchad*.

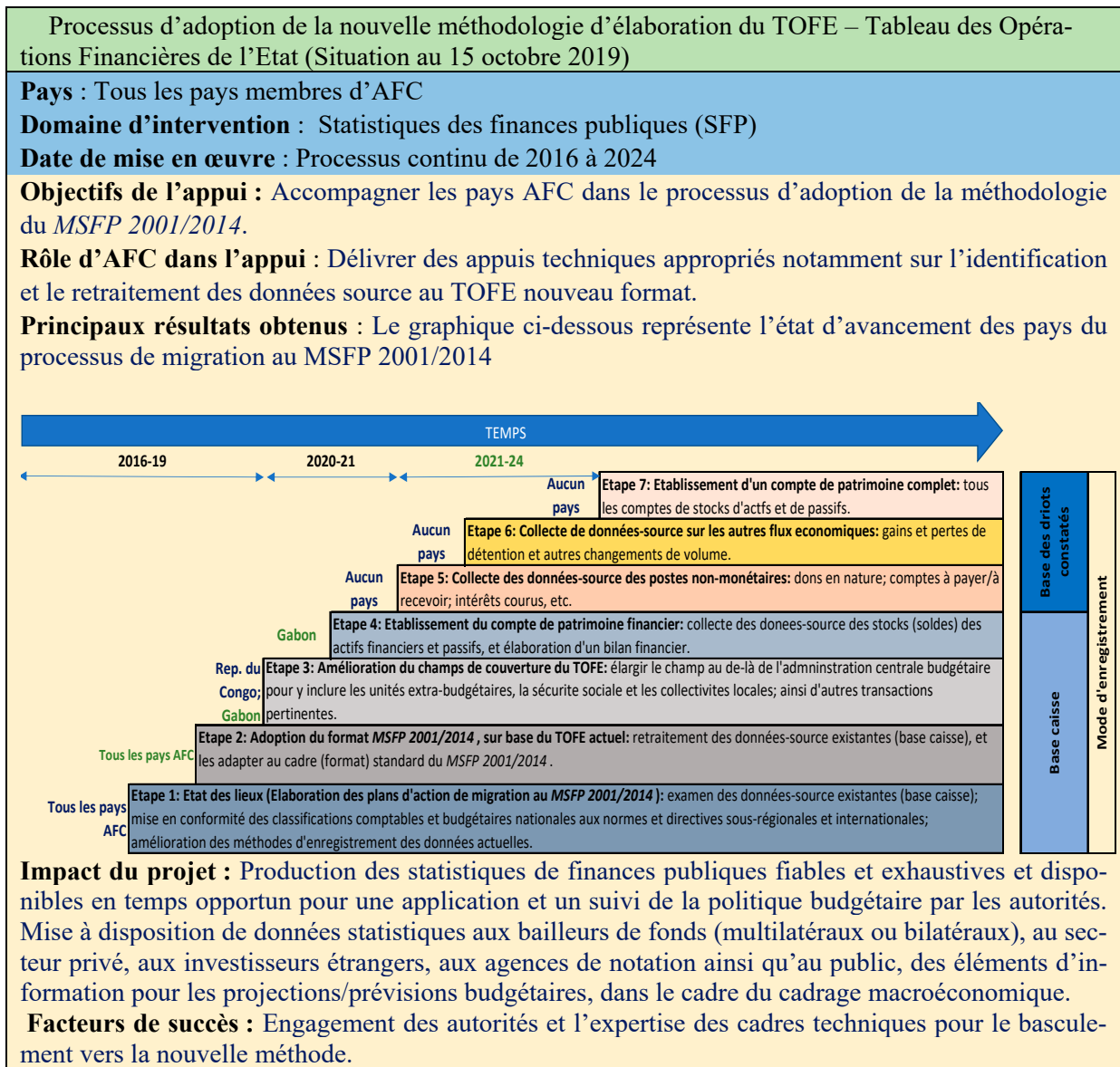


Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement

- Poursuite de la mise en œuvre de la directive portant TOFE dans les pays membres (Réussite remarquable 3).

### Réussite remarquable 3

*Contexte : AFC appuie ses pays membres dans le processus de migration vers la méthodologie du Manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014).*



- Poursuite des travaux de basculement de l'actuelle méthodologie du TOFE, à celle de la Directive TOFE CEMAC au Cameroun par la mise à jour des statistiques financières en élaborant TOFE MSFP 2014 de l'année fiscale de 2018,

- L'examen et la finalisation de la SOAP de 2018 et de ses tableaux détaillés au *Gabon*,
- Elaboration d'une série des statistiques des finances publiques de 2012-2018 couvrant l'administration centrale budgétaire au *Tchad*.

Résultat escompté : La capacité du personnel a été accrue grâce à la formation, notamment en ce qui concerne l'élaboration de données de base, les méthodes de compilation et la diffusion.

- Appropriation de l'outil automatisé d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les équipes TOFE du *Congo*, du *Gabon* et du *Tchad*,
- Remplissage et transmission des questionnaires statistiques du FMI aux fins de publication dans son annuaire statistique pour la période 2014 à 2018 pour la *RCA* ; 2013-2018 pour *Sao Tomé-et-Principe* et 2012-2018 pour le *Tchad*.

Résultat escompté : L'environnement juridique / institutionnel est propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières

- Etablissement d'un diagnostic des défis statistiques au *Congo*, dans le cadre d'une mission conjointe des statistiques de comptabilité nationale, des prix, des finances publiques, et du secteur extérieur,
- Revue et finalisation du texte de décret-loi portant transposition de la Directive du TOFE CEMAC dans la loi nationale, à faire ratifier par le Ministre des Finances en *Guinée-équatoriale*.

## **E. Statistiques macroéconomiques**

### *Appuyer à l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine des statistiques macroéconomiques ont contribué aux résultats ci-après :

#### **E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision**

Résultat escompté : Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards)

- Amélioration de la coordination, de la production et de la diffusion des statistiques macroéconomiques au *Congo*,
- Démarrage des travaux de calcul des comptes nationaux trimestriels (CNT) à travers l'identification et le test des indicateurs, la mise en place d'une maquette provisoire selon l'optique production du PIB et la définition d'un plan d'actions allant jusqu'à la publication au *Gabon*,


- Amélioration de l’outil simplifié pour le calcul des comptes annuels pour intégrer la désagrégation des comptes par secteurs institutionnels et les recommandations sur la mesure du volume aux prix de l’année précédente au *Gabon*,
- Appui aux travaux d’élaboration des maquettes nécessaires permettant d’identifier les indicateurs de haute fréquence (IHF) de volume, de valeur et de prix pour plus que 90 pour cent du PIB en *Guinée équatoriale*,
- Renforcement des capacités des cadres de la *Guinée équatoriale* dans la maîtrise des techniques de trimestrialisation et de correction des variations saisonnières,
- Consolidation des premières estimations des comptes de la période 2016-2018 et mise en place de la grille de passage entre la nomenclature du commerce extérieur et celle des comptes nationaux afin de prendre en compte le traitement de la source commerce extérieur en *République Démocratique du Congo*,

Résultat escompté : Les participants au système de diffusion des données renforcent les pratiques de diffusion des données par le biais de la page nationale récapitulative des données.

- Lancement réussi de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) de la plateforme du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a) au *Gabon* (**Réussite remarquable 4**).

#### Réussite remarquable 4

*Contexte : Le Gabon a besoin d’un cadre de référence pour une dissémination régulière de l’ensemble de ses statistiques macroéconomiques.*

Appui à la souscription au SGDD-a
<b>Pays :</b> Gabon  <b>Domaine d’intervention :</b> Statistiques macroéconomiques <b>Date de mise en œuvre :</b> 3 au 11 octobre 2019
<b>Objectifs de l’appui :</b> Appuyer le Gabon dans les travaux préparatifs de lancement de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a). <b>Rôle d’AFC dans l’appui :</b> Mener les activités de formation pour permettre aux points focaux de maîtriser le fonctionnement de la PNRD pour son actualisation régulière. <b>Principaux résultats obtenus :</b> Amélioration de la transparence à travers la mise à disposition des données au public et lancement réussi de la PNRD accessible via le lien suivant : <a href="https://dsbb.imf.org">https://dsbb.imf.org</a> <b>Impact du projet :</b> Mettre à disposition du public et des décideurs économiques l’ensemble des statistiques macroéconomiques essentielles pour l’élaboration de la politique économique. <b>Facteurs de succès :</b> La forte implication des autorités et la bonne coordination des activités de renforcement des capacités entre le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement. <b>Leçons apprises :</b> La souscription au SGDD-a encourage fortement la production à temps des statistiques macroéconomiques et renforce la coordination du système statistique du pays.

Résultat escompté : Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux

- Amélioration de la qualité des comptes nationaux, finalisation des nouvelles nomenclatures qui seront utilisées dans les travaux de changement d'année de base et formation des cadres sur le rebasage en *République Centrafricaine*,
- Renforcement des capacités des cadres de la *région* sur les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux et de migration au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008),
- Amélioration de la compréhension des cadres de la *région* sur le besoin de changement de l'année de base des comptes nationaux et du passage au SCN 2008.

## F. Gestion de la dette publique

### *Contribuer à une meilleure gestion de la dette*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine de la gestion de la dette ont contribué aux résultats ci-après :

#### **F.1 Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics**

Résultat escompté : Une capacité améliorée d'évaluation, de suivi et de gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique

Résultat escompté : Une capacité améliorée d'élaboration de stratégies de financement qui permettent de maintenir un meilleur équilibre entre les coûts et risques, maintiennent la dette à un niveau viable sur le moyen terme et améliorent la résilience du portefeuille de la dette aux chocs de marché

Résultat escompté : Une capacité améliorée de préparation du plan annuel de financement qui énonce le besoin de financement, identifie les sources de financement, favorise une bonne exécution des opérations de financement

- Amélioration du contenu du projet de document de la SDMT, préparation du projet du plan de financement de l'exercice budgétaire 2020 en *République démocratique du Congo*.

#### **F.2 Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)**

Résultat escompté : Améliorer la connaissance sur le cadre d'analyse de viabilité de la dette et son outil AVD qui informent le personnel sur la dynamique de la dette et les risques de surendettement

- Douze cadres des pays membres du Centre ont été formés à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.

### **F.3 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût**

Résultat escompté : Amélioration de la capacité du personnel en matière de financement domestique et international

- Quatre cadres de la *BEAC* se sont imprégnés du modèle de coordination des activités d'émission de titres publics mis en place dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

### **G. Régulation et supervision bancaires**

*Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires*

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020 dans le domaine de la régulation et la supervision bancaires ont contribué aux résultats ci-après :

#### **G.1 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire**

Résultat escompté : Les Autorités de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques et des autres processus de contrôle

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques

Résultat escompté : Les Autorités de contrôle agissent en temps opportun face aux pratiques ou activités dangereuses qui pourraient poser des risques pour les banques ou pour le système bancaire

- Finalisation de l'élaboration d'une méthodologie de notation des établissements de crédit, destinée à évaluer rigoureusement leur profil de risque, et préparation des éléments d'une future réglementation prudentielle (NAP, norme d'application permanente) relative aux règles de bonne gestion des risques dans les établissements de crédit à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*,
- Finalisation d'une note méthodologique relative aux modes opératoires pratiques des contrôles sur place de la *Banque Centrale du Congo* dans les établissements de crédit concernant le dispositif de gestion des risques, en application de l'instruction n°22 révisée de la BCC y relative, publiée le 14 mai 2019,
- Finalisation du guide méthodologique relatif à la notation des établissements de crédit, au moyen d'une démarche rigoureusement structurée et conforme aux normes et

aux bonnes pratiques internationales, selon la démarche de la supervision basée sur les risques à la *Banque de la République du Burundi*,

- Elaboration d'une feuille de route pour finaliser le passage à la supervision basée sur les risques à la *Banque de la République du Burundi*,
- Mise à niveau de la méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements de crédit, selon l'approche basée sur les risques, afin de l'enrichir en fonction des normes et des bonnes pratiques internationales à la *COBAC (Réussite remarquable 5)*,

## Réussite remarquable 5

*Contexte : La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) met en œuvre la supervision basée sur les risques.*

Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit
<b>Institution :</b> COBAC (CEMAC)
<b>Domaine d'intervention :</b> Régulation et supervision bancaires
<b>Date de mise en œuvre :</b> Octobre 2018 - Septembre 2019
<b>Objectifs de l'appui :</b> A la demande du Secrétaire Général de la COBAC, l'AFRITAC Centre est intervenu pour renforcer les capacités des inspecteurs de la COBAC à vérifier les principaux domaines de risque auxquels sont exposés les établissements de crédit opérant dans la sous-région, selon l'approche de la supervision basée sur les risques faisant référence sur le plan international. L'objectif est d'améliorer la détection précoce des difficultés bancaires et de mieux les caractériser afin de permettre à la COBAC d'intervenir plus tôt afin d'y porter remède, pour renforcer la stabilité financière.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> L'AFRITAC Centre a réalisé trois missions d'assistance technique auprès de la Direction du Contrôle sur Place (DCPLA) du Secrétariat Général de la COBAC afin de renforcer les capacités des inspecteurs de la COBAC à mener des contrôles sur place mettant prioritairement l'accent sur l'évaluation appropriée des risques, dans les trois domaines majeurs ci-après : le risque opérationnel, le risque de liquidité et de financement, le risque de crédit.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Trois guides méthodologiques détaillés ont été développés dans chacun des domaines de risques précités, avec l'indication claire des objectifs des contrôles et de leur mode opératoire.
<b>Impact du projet :</b> La mise en œuvre des contrôles sur place de la COBAC selon la méthodologie révisée contribuera fortement au renforcement de la qualité du contrôle bancaire dans la CEMAC, au moyen d'une démarche d'évaluation des risques plus rigoureuse laquelle permettra ensuite à la COBAC de décider d'actions correctives mieux adaptées et plus précoces en cas de difficulté bancaire identifiée.
<b>Facteurs de succès :</b> L'AFRITAC Centre a pu mobiliser des experts court-terme chevronnés et disposant d'une expérience du terrain éprouvée, mis à disposition par la Banque de France, ce qui a permis de produire des livrables de qualité, structurés et adaptés aux enjeux. Le Secrétaire Général de la COBAC et les équipes d'inspection se sont fortement impliqués dans les travaux de révision, ce qui a favorisé la prise en compte des besoins et l'appropriation de la méthodologie révisée.
<b>Leçons apprises :</b> La COBAC devra pratiquer la méthodologie révisée lors des missions de contrôle sur place afin d'affiner les points de contrôle en tant que de besoin, en fonction du retour d'expérience.

- Révision du projet de canevas du rapport annuel règlementaire relatif au contrôle interne et à la gestion des risques à la *Banque de la République du Burundi*,

- Enrichissement de la typologie des indicateurs de surveillance et d’alerte des superviseurs bancaires en charge du contrôle permanent des établissements de crédit à la *Banque de la République du Burundi*,
- Renforcement des capacités de l’ensemble des Autorités de supervision bancaire de la *sous-région* pour la mise en œuvre d’une démarche de contrôle efficace des établissements de crédit dans le domaine de la cybersécurité.

## **G.2 S’assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier**

### Résultat escompté : La réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III

- Elaboration d’une feuille de route pour la *COBAC*, en vue du lancement d’un projet global de transposition du dispositif de Bâle (appellation actuelle de l’ensemble communément désigné comme le dispositif de « Bâle II et de Bâle III ») dans le corpus de la réglementation prudentielle de la *CEMAC* applicable aux établissements de crédit,
- Formation des superviseurs bancaires à ICAAP et élaboration d’une feuille de route pour la mise en œuvre de l’exigence réglementaire applicable aux banques concernant la détermination du capital interne, à la *Banque Centrale du Congo*.

## **G.3 Améliorer l’efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.**

### Résultat escompté : Amélioration de la connaissance de la norme IFRS par les autorités de contrôle et les banques, notamment en ce qui concerne le provisionnement afin de respecter les exigences selon les principes IFRS et Bâle

- Elaboration d’une feuille de route à la *Banque de la République du Burundi* pour engager un plan d’action global destiné à mettre en œuvre la norme IFRS 9, relative aux pertes sur crédits attendues, au moyen de la révision de la réglementation prudentielle et de l’adaptation des modes opératoires de la supervision concernant les créances non performantes.



**ANNEXE 1**

**ACTIVITES REALISEES PAR PAYS  
MAI à OCTOBRE 2019  
(En nombre d'activités)**

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2019								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	2	2	0	0	0	0	2	100	
Cameroun	4	3	0	0	0	0	3	75	
Congo	9	7	0	0	0	0	7	78	
Gabon	9	12	0	0	0	0	12	133	
Guinée équatoriale	4	2	0	0	0	0	2	50	
République Centrafricaine	6	5	0	0	0	0	5	83	
République Démocratique du Congo	7	7	0	0	0	0	7	100	
Sao Tomé-et-Principe	6	5	0	0	0	0	5	83	
Tchad	5	6	0	0	0	0	6	120	
Institutions régionales	8	7	0	1	0	0	8	100	
Séminaires régionaux et cours	4	0	4	0	0	0	4	100	
<b>Total général</b>	<b>64</b>	<b>56</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>95</b>	
<b>Pays fragiles</b>	35	32	0	0	0	0	32	91	
<b>Pays de la CEMAC</b>	37	35	0	0	0	0	35	95	





**ANNEXE 1**

**ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE  
MAI à OCTOBRE 2019  
(En nombre d'activités)**

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2019								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelle s	HQ Led Missions	Cours			
Administration douanière	8	8	0	0	0	0	8	100	
Administration fiscale	6	7	0	0	0	0	7	117	
Gestion des finances publiques	17	13	1	0	0	0	14	82	
<i>Budget</i>	10	8	1	0	0	0	9	90	
<i>Comptabilité et gestion de la trésorerie</i>	7	5	0	0	0	0	5	71	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	8	6	1	0	0	0	7	88	
Statistiques des finances publiques	6	7	0	0	0	0	7	117	
Statistiques macroéconomiques	8	7	1	0	0	0	8	100	
Gestion de dette publique	4	2	0	1	0	0	3	75	
Régulation et supervision bancaires	7	6	1	0	0	0	7	100	
<b>Total général</b>	<b>64</b>	<b>56</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>95</b>	



**ANNEXE 2**

**RESSOURCES PAR PAYS  
MAI à OCTOBRE 2019  
(En personnes semaines)**

Pays /Type d'activité (en nombre de personnes semaines)	Mai à octobre 2019								
	Programmation	Utilisation						Total général	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
Burundi	10,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0	80,0	
Cameroun	17,5	16,5	0,0	0,0	0,0	0,0	16,5	94,3	
Congo	31,5	26,5	0,0	0,0	0,0	0,0	26,5	84,1	
Gabon	33,5	33,0	0,0	0,0	0,0	0,0	33,0	98,5	
Guinée équatoriale	14,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	42,9	
République Centrafricaine	24,5	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	19,5	79,6	
République Démocratique du Congo	30,0	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	22,5	75,0	
Sao Tomé-et-Principe	25,5	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,0	74,5	
Tchad	16,0	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	22,5	140,6	
Institutions régionales	31,0	21,5	0,0	1,0	0,0	0,0	22,5	72,6	
Séminaires régionaux et cours	15,0	0,0	19,0	0,0	0,0	0,0	19,0	126,7	
<b>Total général</b>	<b>248,5</b>	<b>195,0</b>	<b>19,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>215,0</b>	<b>86,5</b>	
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	<b>137,5</b>	<b>118,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>118,0</b>	<b>85,8</b>	
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	<b>137,0</b>	<b>124,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>124,0</b>	<b>90,5</b>	

<sup>1</sup> Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

<sup>2</sup> Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



**ANNEXE 2**

**RESSOURCES PAR DOMAINE  
MAI à OCTOBRE 2019  
(En personnes semaines)**

Domaine /Type d'activité (en nombre de personnes semaines)	Mai à octobre 2019							Total général	Taux d'utilisation (en %)
	Programmation	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
⊕ Administration douanière	20,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	100,0	
⊕ Administration fiscale	15,0	16,5	0,0	0,0	0,0	0,0	16,5	110,0	
⊖ Gestion des finances publiques	82,0	51,0	5,0	0,0	0,0	0,0	56,0	68,3	
<i>Budget</i>	47,0	31,5	3,0	0,0	0,0	0,0	34,5	73,4	
<i>Comptabilité et gestion de la trésorerie</i>	35,0	19,5	2,0	0,0	0,0	0,0	21,5	61,4	
⊕ Analyse et prévisions macrobudgétaires	30,0	18,5	7,0	0,0	0,0	0,0	25,5	85,0	
⊕ Statistiques des finances publiques	28,0	34,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,0	121,4	
⊕ Statistiques macroéconomiques	28,5	21,5	5,0	0,0	0,0	0,0	26,5	93,0	
⊕ Gestion de dette publique	12,0	4,5	0,0	1,0	0,0	0,0	5,5	45,8	
⊕ Régulation et supervision bancaires	33,0	29,0	2,0	0,0	0,0	0,0	31,0	93,9	
<b>Total général</b>	<b>248,5</b>	<b>195,0</b>	<b>19,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>215,0</b>	<b>86,5</b>	



**ANNEXE 2**  
**RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2019**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	
	Année fiscale 2020				Mai à octobre 2019				Mai à octobre 2019					
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site				
<b>I - MISSIONS</b>														
<b>AFRISTAT</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>BEAC</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>20,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>CEMAC</b>	<b>5,5</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>17,5</b>	<b>5,0</b>	<b>3,0</b>	<b>8,0</b>	<b>16,0</b>	<b>5,0</b>	<b>1,0</b>	<b>5,5</b>	<b>11,5</b>	<b>71,9</b>	
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	5,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	0,0	1,5	4,5	4,5	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	2,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>COBAC</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>	<b>18,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>10,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>10,0</b>	<b>100,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	4,0	8,0	6,0	18,0	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0	10,0	
<b>Total Missions</b>	<b>104,5</b>	<b>134,0</b>	<b>161,0</b>	<b>399,5</b>	<b>62,5</b>	<b>70,0</b>	<b>101,0</b>	<b>233,5</b>	<b>57,5</b>	<b>64,0</b>	<b>74,5</b>	<b>196,0</b>	<b>83,9</b>	
<b>II - SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>														
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	3,0	10,0	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	2,0	1,0	5,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	3,0	2,0	8,0	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	2,0	2,0	7,0	7,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	5,0	
Gestion de dette publique	1,5	1,0	1,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	2,0	
<b>Total Séminaires et cours</b>	<b>14,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>36,5</b>	<b>6,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>15,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,0</b>	<b>19,0</b>	<b>126,7</b>	
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>119,0</b>	<b>145,0</b>	<b>172</b>	<b>436</b>	<b>68,5</b>	<b>74,0</b>	<b>106,0</b>	<b>248,5</b>	<b>65,5</b>	<b>70,0</b>	<b>79,5</b>	<b>215,0</b>	<b>86,5</b>	
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	61,0	80,0	102,0	243,0	35,5	41,0	61,0	137,5	31,0	43,0	44,0	118,0	85,8	
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	66,0	82,0	98,0	246,0	39,0	40,0	58,0	137,0	38,0	42,0	44,0	124,0	90,5	

<sup>1</sup> Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

<sup>2</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	La réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	13 - 17 mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (feuille de route et revue des indicateurs de surveillance)	15 - 25 octobre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17 - 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	30 septembre - 11 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	21 octobre - 1 novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en œuvre pratique du Code régional des douanes révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en œuvre du Code des douanes régional révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	06 - 10 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 août 2019	1,0	1,0	4,0	6,0	1,5	0,0	1,5	3,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 août 2019	2,0	1,0	0,0	3,0	1,5	0,0	0,0	1,5

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	16 - 20 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	2 - 13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	1 - 12 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 juin - 03 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	8 - 19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	16 - 27 septembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	21 Octobre 2019 - 01 Novembre 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Congo	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	19 - 30 août 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	8 - 12 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	16 - 20 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Gabon	Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	24 - 28 juin 2019	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Amélioration de la gestion des investissements publics	19 juin au 02 juillet 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	27 mai - 07 juin 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	17 - 28 juin 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 - 11 octobre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 12 septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	10 - 20 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	8 - 12 juillet 2019	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	22 juillet - 2 août 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	27 mai - 07 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0



ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9 - 20 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	14 -25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	5 - 16 aout 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 - 16 aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	15 - 26 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	8 - 12 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 - 30 mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique par la création d'une structure de coordination (CNDP)	28 octobre - 8 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juillet - 2 aout 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	29 juillet - 09 aout 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	6 - 17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0	1,0	1,0	4,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	9 - 13 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	21 octobre - 1 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	5 - 9 août 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23 - 26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	15 - 19 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	8 - 19 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques	15 au 28 Mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Tchad	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	16 - 27 septembre 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	7 - 18 octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	26-30 aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
									65,5	70,0	79,5	215,0





**ANNEXE 2**  
**RESSOURCES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2019**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2020				Mai à octobre 2019				Mai à octobre 2019				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>11,5</b>	<b>14,0</b>	<b>12,0</b>	<b>37,5</b>	<b>7,5</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>23,5</b>	<b>6,5</b>	<b>9,0</b>	<b>6,0</b>	<b>21,5</b>	<b>91,5</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	3,0	4,0	0,0	7,0	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0
Gabon	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0
Guinée équatoriale	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0
République Centrafricaine	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0
Tchad	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>12,5</b>	<b>21,0</b>	<b>14,0</b>	<b>47,5</b>	<b>3,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>12,0</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>5,5</b>	<b>45,8</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	2,5	4,0	4,0	10,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	2,5	4,0	2,0	8,5	1,5	3,0	2,0	6,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	2,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,0	4,0	2,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>10,0</b>	<b>18,0</b>	<b>22,0</b>	<b>50,0</b>	<b>6,0</b>	<b>11,0</b>	<b>14,0</b>	<b>31,0</b>	<b>6,0</b>	<b>11,0</b>	<b>12,0</b>	<b>29,0</b>	<b>93,5</b>
Burundi	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	2,0	8,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	4,0	10,0	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	2,0	8,0	12,0	1,0	1,0	4,0	6,0	1,0	1,0	4,0	6,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	8,0	6,0	18,0	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0
<b>Total missions</b>	<b>104,5</b>	<b>134,0</b>	<b>161,0</b>	<b>399,5</b>	<b>62,5</b>	<b>70,0</b>	<b>101,0</b>	<b>233,5</b>	<b>57,5</b>	<b>64,0</b>	<b>74,5</b>	<b>196,0</b>	<b>83,9</b>
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>													
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	3,0	10,0	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	2,0	1,0	5,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	3,0	2,0	8,0	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	2,0	2,0	7,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0
Gestion de dette publique	1,5	1,0	1,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0
<b>Total séminaires et cours</b>	<b>14,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>36,5</b>	<b>6,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>15,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,0</b>	<b>19,0</b>	<b>126,7</b>
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>119,0</b>	<b>145,0</b>	<b>172,0</b>	<b>436,0</b>	<b>68,5</b>	<b>74,0</b>	<b>106,0</b>	<b>248,5</b>	<b>65,5</b>	<b>70,0</b>	<b>79,5</b>	<b>215,0</b>	<b>86,5</b>

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	30 septembre - 11 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en oeuvre du Code des douanes régional révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	1 - 12 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	15 - 26 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	8 - 19 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 juin - 03 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	8 - 12 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9 - 20 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 - 30 mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	29 juillet - 09 août 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	06 - 10 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	8 - 19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	16 - 20 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	27 mai - 07 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques	15 au 28 Mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	26-30 août 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	5 - 9 août 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	Gabon	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	24 - 28 juin 2019	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique par la création d'une structure de coordination (CNDP)	28 octobre - 8 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	BEAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	La réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	13 - 17 mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des finances publiques-Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	CEMAC	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 aout 2019	1,0	1,0	4,0	6,0	1,5	0,0	1,5	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	21 Octobre 2019 - 01 Novembre 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Amélioration de la gestion des investissements publics	19 juin au 02 juillet 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	27 mai - 07 juin 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	8 - 12 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	16 - 27 septembre 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0



ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 aout 2019	2,0	1,0	0,0	3,0	1,5	0,0	0,0	1,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	19 - 30 aout 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 12 septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	14 -25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (feuille de route et revue des indicateurs de surveillance)	15 - 25 octobre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17 - 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	16 - 20 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	2 - 13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	6 - 17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0	1,0	1,0	4,0	6,0

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23 - 26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	21 octobre - 1 novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	17 - 28 juin 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	8 - 12 juillet 2019	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	5 - 16 août 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	9 - 13 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	7 - 18 octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	16 - 27 septembre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 - 11 octobre 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	10 - 20 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	22 juillet - 2 août 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0

ANNEXE 2  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 AU 31 OCTOBRE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site									
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 - 16 aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juillet - 2 aout 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	21 octobre - 1 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	15 - 19 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
									65,5	70,0	79,5	215,0



**Annexe 3**  
**Séminaires régionaux et visite professionnelle - Realisations au 31 octobre 2019**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>								
1	Gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	AFC	41	Libreville	T1	10 - 14 juin 2019	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
2	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires		32	Sao Tomé	T2	5 - 9 août 2019	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
3	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008		29	Yaoundé	T1	15 - 19 juillet 2019	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
N/A	Gestion de la dette publique	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)		12	Libreville	T1	24 - 28 juin 2019	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
4	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional conjoint avec AFRITAC Ouest et MCM sur la cybersécurité et le risque informatique		19	Cotonou	T2	23 - 26 septembre 2019	Alexis Boher - ABoher@imf.org
<b>Visite professionnelle</b>								
1	Gestion de la dette publique	Gouvernance et développement du marché des valeurs du Trésor chez UMOA-Titres	BEAC	4	Dakar	T1	13 - 17 mai 2019	Oumar Dissou - ODissou@imf.org



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**Annexe 4**

**CADRES LOGIQUES**  
**Années Fiscales 2019, 2020, 2021 et 2022**

**Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale**

## **Cadres logiques du Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2019, 2020, 2021 et 2022)**

### ***Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?***

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation pour l'année fiscale 2020 ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus (Administrations douanière et fiscale)
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

### ***Que contiennent les cadres logiques ?***







Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutés et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2019, 2020, 21 et 22. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

### ***Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?***

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités d'assistance technique de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique du Centre.










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
AFRITAC CENTRAL (AFC)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Séminaire régional sur la « Maitrise et contrôle de la valeur en douane »	4		4/30/2019	3/15/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Conditions extérieures & climat : faible Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Une organisation moderne susceptible d'assurer une meilleure administration des réformes est mise en place	Une structure organisationnelle construite autour des lignes fonctionnelles et une organisation opérationnelle par segment d'entreprise sont renforcées	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières (Séminaire régional)			4/30/2020					
				Elaboration d' une stratégie de réformes fiscale et douaniere			4/30/2021					
				Modernisation de la gestion des ressources humaines (Douanes et Impôts)			4/30/2022					
Burundi (BDI)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Rédaction d'une instruction-cadre relative à la modernisation de la procédure de dédouanement	3		4/30/2019	3/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en place d'un dispositif de maitrise de la valeur en douane en phase avec les accords de l' OMC			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2021					

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Les opérateurs du commerce extérieur accomplissent leurs obligations de déclaration et de paiement conformément aux règles fiscales en vigueur	Les procédures douanières, y compris le transit, sont alignées aux standards régionaux et internationaux	Rédaction d'une instruction-cadre relative à la modernisation du transit douanier			4/30/2022				
République centrafricaine (CAF)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Appui au recrutement d'un contractant en charge d'assister les services douaniers à la maîtrise et au contrôle de la valeur en douane	4		1/22/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Sécurisation du système informatique SYDONIA ++			4/30/2020				
			Contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2021					
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2022				
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie II)	4		7/31/2018	6/30/2018	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie I)			12/31/2019				
				Vérification formelle du projet de code révisé de la CEMAC	4		4/30/2019	9/30/2018			
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie III)	4		4/30/2019	12/14/2018			
				Elaboration des textes d'application du Code régional des douanes	3		12/28/2018	3/15/2019			
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4		1/30/2019	1/2/2019			










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie IV)	4		4/30/2019	6/30/2018			
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie V)	4		4/30/2020	5/30/2019			
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4		4/30/2020	5/30/2019			
				Textes d'application du Code régional des douanes validés (partie I)			4/30/2021				
				Textes d'application du Code régional des douanes validés (partie II)			4/30/2021				
Cameroun (CMR)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Les outils de suivi et de contrôle des entreprises ayant bénéficié des régimes suspensifs ou d'exonération sont disponibles	4		12/30/2018	7/31/2018	Mission d'assistance technique	AfDB	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Conditions extérieures & climat : faible Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane			4/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage entre pairs		
				Appui à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane (part I)			4/30/2021				
				Appui à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane (part II)			4/30/2021				
				Mise en œuvre de la sélectivité des contrôles en fonction du risque (Partie III)			4/30/2022				
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Accompagnement à la mise en place du plan pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de la valeur en douane			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
				Élaboration d'un plan d'action pour renforcer l'unité d'évaluation en douane	3		4/30/2019	7/30/2018			Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o	
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Accompagnement a la mise en place du plan pluriannuel d' assistance technique pour le renforcement de la valeur en douane			4/30/2020					
				Accompagnement a la mise en place du plan pluriannuel d' assistance technique pour le renforcement de la valeur en douane ( part II)			4/30/2021					
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Un cadre d'échange de renseignements entre administrations fiscale et douanière et d'autres administrations financières est renforcé	Élaboration des outils en vue de la correction des anomalies identifiées par la mission FAD/AFC	2		12/30/2018	10/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d' assistance technique de renforcement de la valeur en douane			4/30/2020					
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Un plan de controle des entreprises ayant detournés de leur objet les marchandises exonérées est établi			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Un dispositif de maitrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (Partie I)			12/31/2019					Mission d'assistance technique
				Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d' assistance technique de renforcement de la valeur en douane	3		4/30/2020			
				Un plan de controle des entreprises ayant detournés de leur objet les marchandises exonérées est établi			4/30/2021					









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Rédaction d'instruction-cadre relative a la modernisation des procédures douanières	3		30/11/2018	10/10/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : : s.o. Autres risques : s.o.
Gabon (GAB)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	La mise en œuvre des lois et procédures alignées aux standards régionaux et internationaux s'améliore progressivement	Rédaction d'une instruction cadre relative a la modernisation des procédures douanières	3		11/30/2018	10/10/2018	Mission d'assistance technique	AFD	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Une évaluation des mesures recommandées par le departement des finances publiques est établie et un plan actualisé de mise en œuvre des mesures préconisées pour une meilleure mobilisation des recettes douanières est disponible	4		4/30/2020				
				Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé			4/30/2021				
				Application plus systématique de la sélectivité des contrôles en fonction du risque			4/30/2021				
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Elaboration d'une instruction-cadre relative à la modernisation des procédures de dédouanement			12/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Le cadre institutionnel mis en place permet une meilleure implémentation des réformes	Adoption des textes régissant la modernisation des structures organisationnelles			4/30/2021			







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Renforcement des capacités sur l'évaluation des importations conforme aux bonnes pratiques internationales	2		11/30/2018	11/2/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible			4/30/2021				
				Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonération			4/30/2022				
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Modernisation d'une procédure de dédouanement des marchandises	4		12/31/2018	6/30/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Adoption et mise en œuvre de procédures douanières et modernisation conformes aux normes internationales	4		4/30/2019	8/15/2018			
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Les conditions préalables à la mise en place d' un programme pluriannuel d' assistance technique pour le renforcement et la maîtrise de la valeur en douane sont identifiées		3		4/30/2020		s.o.	
Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé							4/30/2021				





**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**




(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Adoption et diffusion de règles douanières simplifiées et conformes aux normes internationales			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Conditions extérieures & climat : Autres risques : Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Renforcement des principales fonctions des administrations douanières			Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières				
	Un cadre d'échange de renseignements entre administrations fiscale et douanière et d'autres administrations financières est renforcé			Un plan de contrôle basé sur l' utilisation d'information en provenance des tiers permet d'identifier les entreprises à fort potentiel de risque				Banque mondiale			
	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé			Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonération			4/30/2021				
	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement			Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (partie I)			3		12/28/2018	12/14/2018	
	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.			Les supports permettant le contrôle et le renforcement de la valeur en douane sont développés, une démarche pour la maîtrise des exonérations douanières est élaborée et la collecte des recettes douanières via le système de bancarisation est renforcée			3		4/30/2020	8/30/2019	
			Apprentissage entre pairs avec le Cameroun portant sur la réorganisation des services opérationnels et centraux					4/30/2021			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**





(En date du 30 octobre 2019)





Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Evaluation de la gestion de la performance de la DGI au moyen de l'outil ISORA	4		7/31/2018	6/30/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique: faible Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA			6/30/2021				
		L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières			4/30/2020				
		Mise à jour, simplification et meilleur alignement de la législation fiscale et/ou douanière	Alignement des principales dispositions de la législation fiscale et douanière avec les normes modernes	Organisation d'un séminaire régional sur la TVA	4		11/30/2018	10/26/2018			
				Recueil des projet de textes reglementaires pour revue et amendements en prelude a la redaction du Code des procédures fiscales dans la zone CEMAC			4/30/2021				
				Appui à l'élaboration de stratégies de réforme fiscale et douanière			4/30/2021				
				Revue des textes reglemetaires du projet de Code des procedures fiscales dans la zone CEMAC (part I)			4/30/2021				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent	Elaboration des programmes de controle fiscaux bases sur l' analyse du risque	1		4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieures : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration des programmes de controle fiscaux bases sur l' analyse du risque			4/30/2020				
				Amélioration de l'administration performante de la TVA			4/30/2020				
				Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des controles fiscaux bases			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**

(En date du 30 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre des entreprises qui respectent leurs obligations de paiement augmente progressivement (TADAT - POA5-14)	Elaboration d' une stratégie de civisme fiscal ( mis a jour des fichiers, surveillance des obligations et controle analyse risque)			4/30/2021				
				Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2022				
République centrafricaine (CAF)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Les capacités pour améliorer la gestion des réformes sont renforcées	Accompagnement à la planification des ressources humaines			4/30/2021		Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : risque élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieure : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les améliorations de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Audit du système informatique Systemif 4			12/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Recouvrement de 10% des arriérés d'impôts	2		4/30/2019	4/30/2019			
				Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	2		4/30/2019	1/15/2019			
			Renforcement des fonctions essentielles de la DGI à travers la saisie des déclarations et la prise en charge des émissions suite au contrôle	3		4/30/2020	9/30/2019				
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques	3		4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique	GIZ & AfdB	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Analyse du potentiel fiscal des petites entreprises et propositions de transfert vers les collectivités locales			4/30/2020				
				Amélioration de la gestion performante de la TVA			4/30/2021				
				Elaboration des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**

(En date du 30 octobre 2019)





Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint






Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux			4/30/2021				
République démocratique du Congo (COD)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Les capacités pour améliorer la gestion des réformes sont renforcées	Accompagnement à la planification des ressources humaines			12/30/2020		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre d'entreprises qui respectent leurs obligations de paiement s'accroît progressivement (TADAT POA-14)	Élaboration des mesures pratiques de mobilisation des recettes fiscales	3		4/30/2019	7/30/2018			
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux	4		8/31/2018	7/23/2018			
				Amélioration de la gestion performante de la TVA	3		4/30/2020	6/30/2019			
				Elaboration d' une strategie de recouvrement des arrierés fiscaux	3		4/30/2020	10/30/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4		9/24/2018	7/23/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		8/31/2018	7/23/2018			
Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4		9/24/2018	7/23/2018				
République démocratique du Congo (COD)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond a une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises	2		2/28/2019	2/4/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen



**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**

(En date du 30 octobre 2019)





Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Renforcement des contrôles fiscaux sur la base de l'analyse des risques	4		4/30/2019	6/30/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Renforcement des contrôles fiscaux sur la base de l'analyse des risques	3		4/30/2019	6/30/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		2/28/2019	12/20/2018			
				Amélioration de la gestion performante de la TVA			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
				Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre d'entreprises qui respectent leurs obligations de paiement accroit progressivement (TADAT POA-14)	Modernisation des procédures de recouvrement	3				
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont en place	Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont appliquées et largement diffusées	Accompagnement à l'identification des mesures de renforcement du civisme fiscal	3		4/30/2020	6/30/2019			
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2021				
				Automatisation des procédures de déclaration et de paiement des principales obligations fiscales			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**





(En date du 30 octobre 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Coopération française (AFD) et Afdb	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o.  Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		4/30/2020	7/30/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			11/30/2019				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
		Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux et la modernisation de la procédure d'encaissement et de comptabilisation des recettes.	3		4/30/2019	4/2/2019			
				Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux			4/30/2022				
				Actualisation des arriérés fiscaux			11/30/2020				
		La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA8-24)	Gestion du remboursement de la TVA fondée sur une analyse du risque	Gestion du remboursement de la TVA fondée sur une analyse du risque			4/30/2021				
				Gestion du remboursement de la TVA fondée sur une analyse du risque			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations déclaratives	Le nombre d'entreprise qui respectent leurs obligations déclaratives s'accroît progressivement	Mise en œuvre des mécanismes de surveillance conjoint Douanes-Impôts en vue de lutter contre la fraude: signalement systématique des inactifs par les services douaniers	2		4/30/2019	4/30/2019			
				Renforcement controle conjoint douanes-impots				11/30/2019			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**




(En date du 30 octobre 2019)





Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Modifications de l'organisation afin de mettre en œuvre la stratégie et les réformes de manière efficace	Établissement d'une structure claire et fonctionnelle et/ou segmentation des contribuables	Organisation d'un apprentissage par les pairs (Gabon-Île Maurice) dans le cadre du projet d'agence autonome en charge des recettes au Gabon	1		4/30/2019	4/30/2019			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**





(En date du 30 octobre 2019)








Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale	Modernisation de la procédure d'immatriculation des contribuables	4		6/30/2018	5/31/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieure : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'audits ciblés pour atténuer les risques recensés	2		12/28/2018	12/7/2018			
				Actualisation des fichiers des contribuables			4/30/2021				
				Actualisation des fichiers des contribuables			4/30/2021				
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		6/30/2018	5/31/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		6/30/2018	5/31/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux			4/30/2021						
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales			12/31/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o.
				Formation des cadres fiscaux à la TVA			4/30/2021				
				Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**







(En date du 30 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Renforcement des services d'enquête pour étendre la base des contribuables	1		4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019				
				Elaboration d' une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux	3		4/30/2020	8/30/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux	2		4/30/2019	10/12/2018			
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Amélioration de l'administration performante de la TVA	2		12/28/2018	12/3/2018	Mission d'assistance technique et dialogues entre pairs	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieures : élevé Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2020				
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019				
				Apprentissage par les pairs (visite en immersion) au Cameroun pour les agents de l'administration fiscale du Tchad sur les réformes fiscales mises en œuvre au Cameroun			4/30/2021				
		Modernisation de la direction des moyennes entreprises	3		4/30/2020	10/30/2019					








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	4		6/30/2019	6/28/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)			1/30/2022				
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Seminaire regional sur "l'audit de la comptabilité interne"			4/30/2022				Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sur le thème « budget et inégalité » (FOHBAC)	4		3/31/2019	3/30/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les fonctionnaires du ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème " des établissements publics nationaux et les recettes affectées"			4/30/2020				
				Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »			4/30/2021				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire	4		4/30/2019	2/15/2019	Cours de formation	ICD, ATI	
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)			4/30/2020				
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)			4/30/2021				
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)			4/30/2022				
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	4		11/30/2018	12/7/2018	Séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	4		5/31/2019	5/10/2019			
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)			11/31/2019				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**






(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)			5/31/2020				
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)			11/31/2020				
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)			5/31/2021				
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)			11/31/2021				
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	4		8/31/2019	8/9/2019			
				Formation 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques			8/31/2020				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Formation de 27 cadres des administrations financières sur le contrôle interne budgétaire	4		12/31/2018	11/12/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Réorganisation des fonctions budgétaires (conjoint avec AFW1)			1/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'évaluation des risques macrobudgétaires	4		4/30/2019	8/31/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires			8/31/2021				
				30 personnels des pays membres d'AFC sont formés sur le reporting des risques budgétaires			1/31/2022				
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Optimisation du compte unique du Trésor (CUT)			4/30/2020		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de la qualité de la comptabilité			4/30/2021				
				Elaboration des états financiers			4/30/2021				
				Audit interne de la comptabilité			4/30/2022				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Amélioration de la documentation du budget (partie II)			4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)			12/31/2020				
				Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme			12/31/2021				
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement mensuel de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	2		4/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2020				









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	4		12/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			12/30/2019				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2020				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2022				








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Mise en œuvre d'un plan d'engagements de dépenses dans le Système intégré d'information relatif à la gestion financière (IFMIS)	4		4/30/2019	1/28/2019	Apprentissage entre pairs et mission AT	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances			12/31/2020				
				Plafond de dépenses annuel (mensuel) lié au budget annuel			4/30/2021				
				Formation au serveur SQL pour l'équipe IT	4		12/31/2018	1/15/2019			
				Préparation du plan d'engagements de dépenses des ministères pour l'exercice budgétaire 2019	4		12/31/2018	1/15/2019			
				Fourniture aux autorités de l'application IT relative au plan d'engagements des dépenses	4		12/31/2018	1/15/2019			
				Apprentissage entre pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement			8/30/2021				









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget			4/30/2021				
République centrafricaine (RCA)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	L'unité/le Comité macrobudgétaire est mise sur pied avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	3		4/30/2019	12/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/ comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités			12/31/2020				
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour développer le cadre de dépenses à moyen terme	3		4/30/2019	7/20/2018	Mission d'assistance technique, Seminaire regional et interregional, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Europeenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires			12/31/2020				
				Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales			12/31/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			12/31/2020				
				Apprentissage entre pairs sur les processus et outils macrobudgétaires (Formation de 5 cadres)	4		12/31/2018	12/31/2018			





**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4		4/30/2020	8/31/2019			
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			4/30/2020				
				Les personnels sont formés à l'utilisation des outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme	4		4/30/2019	3/15/2019			
République centrafricaine (RCA)		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Formation de 25 cadres des services financiers centraux et sectoriels au nouveau cadre de gestion des investissements publics			4/30/2021				Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Amélioration de l'intégrité des données financières en termes de régularité et de ponctualité dans le rapprochement des comptes en banque, des comptes d'attente et des comptes d'avance du Trésor	2		4/30/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	3		4/30/2019	4/30/2019			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**








(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT			12/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
République centrafricaine (CAF)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			4/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen	
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			12/31/2020				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			9/30/2021				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)	3		4/30/2019	6/25/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC	4		4/30/2019	9/30/2018			
				Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)			4/30/2020				
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC	4		4/30/2020	8/30/2019			
				Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)			4/30/2021				
				Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC			12/31/2021				
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC			4/30/2022				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel			4/30/2021		Mission d'assistance technique, Seminaire regional et interregional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Adoption d'objectifs de politique de finances publiques clairs et mesurables, et reporting en la matière (PEFA PI-15)	Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale			4/30/2022				
			Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel			4/30/2021					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)			12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatéraux (y compris les risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP)			4/30/2022				
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format			4/30/2021		Mission d'assistance technique		






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4		4/30/2019	1/20/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
Cameroun (CMR)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Le rapprochement des comptes d'attente et des comptes d'avance a lieu au moins une fois par mois, dans un délai d'un mois à compter de la fin du mois. Tous les comptes d'avance sont apurés dans les meilleurs délais, ainsi que les comptes d'attente, au plus tard à la fin de l'exercice sauf justification contraire.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Évaluation du risque: Commentaires (le cas échéant) :
				Un organe, une unité ou une équipe chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			4/30/2021				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Un rapprochement bancaire de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Conception d'un plan pour le contrôle interne du ministère de l'Éducation	2		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)			4/30/2020				
				Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières			4/30/2021				
				Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière			4/30/2022				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation sur la programmation financière et les cadres macroéconomiques	4		1/31/2019	1/18/2019	Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration des modèles de prévision des recettes fiscales			4/30/2021				
		Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d un guide de budgétisation sensible au genre			4/30/2021	Mission d'assistance technique	ONU Femmes			
				Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre					2/28/2022		
Cameroun (CMR)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			12/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen	
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			4/30/2020				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			12/30/2020				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en matière de gestion des performances sont incorporées dans l'organisation du bureau du budget			1/12/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				L'unité/la commission macrobudgétaire est renforcée avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	4		4/30/2019	8/31/2018			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Préparation du budget programme et de ses clauses d'exécution est validée	4		4/30/2020	7/30/2019			
				Revue de la qualité de 15 projets annuels de performance préparés par les services nationaux			4/30/2021				
				Elaboration des rapports annuels de performance pour 5 ministères prioritaires			4/30/2021				
				Préparation du cadre de gestion des investissements publics pour 5 ministères prioritaires			4/30/2022				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4		12/31/2018	8/10/2018	Mission d'assistance technique, Séminaire régional et interrégional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Renforcement du modèle macrobudgétaire global	4		12/31/2019	8/10/2018			
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			12/30/2020				
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			12/14/2021				
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle			12/14/2021				
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**







(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			4/30/2020		Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			12/31/2020				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			9/30/2021				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Soutien des autorités à l'élaboration d'un projet de performance annuel pour 4 ministères de tutelle	2		8/15/2018	8/15/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Sensibilisation au nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF)			12/31/2020				
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF) pour 5 ministères prioritaires			7/31/2021				
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires			4/30/2022				













**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Mise en œuvre d'un cadre annuel de performance pour les ministères de tutelle			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	
				Soutien au suivi pluriannuel des investissements publics AE/CP			4/30/2022				
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Révision et renforcement du modèle macrobudgétaire global	3		4/30/2019	8/31/2018	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			12/30/2020				
				Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires			4/30/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			12/31/2020				
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Apprentissage par les pairs (formation de 3 staff) sur le processus et les outils du cadre budgétaire à moyen terme	4		4/30/2019	12/14/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	
				Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme			12/31/2020				
				Elaboration d'un guide pratique pour le developpement d'un cadre budgetaire a moyen terme			12/30/2020				









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	3		4/30/2020	7/19/2019			
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation mensuelle des comptes suspendus	2		4/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Régularisation annuelle des comptes d'avance	2		9/30/2019	9/6/2019			
				Création d'une piste d'audit			10/15/2020				
République du Congo (COG)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Un premier draft du rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	4		12/31/2018	12/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	3		12/31/2019	9/30/2019			
		Renforcement de la capacité du ministère des	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Renforcement de l'unité/la commission macrobudgétaire avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	3		4/30/2019	11/6/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques		Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/30/2020				Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
République du Congo (COG)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	1		3/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			12/30/2019				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			12/30/2019				
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	2		12/30/2018	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4		4/30/2019	11/30/2018			
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4		4/30/2019	11/30/2018			
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				





**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2020				
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Création d'une cellule de supervision des établissements publics nationaux	4		10/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources: moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux	4		6/30/2019	6/30/2019			
				Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux			12/31/2021				
				Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux	4		6/30/2019				
				Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel			4/30/2022				
				L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place			4/30/2022				
		Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d'un guide et d'une feuille de route sur la budgétisation sensible au genre				2/28/2021		Mission d'assistance technique	








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)			4/30/2020		Mission d'assistance technique, Atelier regional et formation	Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Apprentissage entre pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire			4/30/2020		Apprentissage entre pairs		
				Formation sur la programmation financières et les cadres macroéconomiques			12/30/2020		Formation	s.o	
				Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture			4/30/2020		Mission d'assistance technique et formation	Banque Mondiale, Expertise France	
				Élaboration de nouveaux modèles de prévisions des recettes fiscales			4/30/2021		Mission d'assistance technique et formation	Banque Mondiale	
Gabon (GAB)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Elaboration d'un cadre de gestion des matières (comptabilité matière)			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place d'outils de controle de l'exécution du budget			12/31/2020				









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation mensuelle des comptes d'attente	3		12/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Régularisation trimestrielle des comptes d'avance			10/31/2019				
				Création d'une piste d'audit			10/15/2020				
Gabon (GAB)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Révision du Comité macrobudgétaire avec un programme de travail pluriannuel	3		4/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4		4/30/2020	9/16/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2021				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			12/31/2020				






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4		4/30/2020	9/16/2019			
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Préparation d'un projet de macroprocessus d'exécution du budget en mode déconcentré (partie I)			12/1/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation d'un projet de macroprocessus d'exécution du budget en mode déconcentré (partie II)			12/1/2021				
				Préparation d'un projet de macroprocessus pour le budget-programme (partie I)			4/30/2021				
				Préparation d'un projet de macroprocessus pour le budget-programme (partie II)			4/30/2022				
				Atelier sur le nouveau cadre des finances publiques lié aux directives de la CEMAC	4		4/30/2019	2/8/2019			
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation sur la programmation financières et les cadres macroéconomiques	4		6/30/2018	6/22/2018	Mission d'assistance technique et formation		
Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4			9/17/2018	6/22/2018						

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**





(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			12/31/2020			Banque Mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'un outil de prévisions des recettes budgétaires			4/30/2022				
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			4/30/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire en fonction de différentes hypothèses			4/30/2022				
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	L'unité/la commission macrobudgétaire est mise sur pied avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	2		12/31/2018	12/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020				Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Évaluation du risque: s. o.mments (if any): s. o.
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			12/14/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Évaluation du risque: s. o.mments (if any): s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes en attente			4/30/2020				
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			12/14/2020				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses			4/3/2020		Mission d'assistance technique		
				Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères			4/30/2021				
				Conception d'un plan d'engagement sectoriel et global			4/30/2022				
Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement de dépenses			4/30/2022								
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2021				
				Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie			4/30/2021				








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint														
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)			
				Descriptions	Valeurs	Couleurs								
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale			4/31/2020		Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			4/30/2021							
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			
				Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics						4/30/2021		Mission d'assistance technique
				Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2020					Mission d'assistance technique	
					Élaboration d'un outil de prévision des recettes budgétaires			12/30/2021						
Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			4/30/2022											










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)		macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget		Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4		12/31/2018	9/14/2018			
				Les personnels sont formés a l'utilisation des outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme	3		4/30/2019	1/18/2019			
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			4/30/2020				
Tchad (TCD)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	2		4/30/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			4/30/2021				
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2021				







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Mission sur la préparation du budget	2		7/31/2018	7/20/2018	Mission d'assistance technique	s. o.		
			Mise à disposition du nouveau cadre budgétaire dans le système IT	2		12/31/2019	8/29/2017					
			Mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire et intégration dans le système IT	3		12/31/2018	6/15/2018					
			Adoption de l'arrêté d'application de la nouvelle classification budgétaire	4		12/31/2019	3/31/2019					
			Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire			4/30/2020						
			Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux			4/30/2022						
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire	3		4/30/2019	2/8/2019	Mission d'assistance technique, Atelier régional et interrégional et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pole PNUD Dakar, GIZ, ICD		Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières			4/30/2020					
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			4/30/2020					
				Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires			4/30/2021					
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2021		Mission d'assistance technique	Union Européenne, Banque Mondiale, Pole PNUD Dakar, GIZ		
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			12/30/2021					







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		processus du budget annuel		l'utilisation des outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme			12/30/2020				
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	
Tchad (TCD)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'actions stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020		Mission d'assistance technique	Union Européenne	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4		4/30/2020	8/31/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national	Union Européenne	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Un premier draft du rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	4		12/31/2018	12/31/2018			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint												
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2020		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible	
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2021					
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)				4/30/2020				
				ACB plus unités de sécurité sociale				4/30/2021				
				Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales				4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB				4/30/2020				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale				4/30/2021				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales				4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Séminaire régional sur les statistiques de la dette publique	4			10/30/2018				11/5/2018
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes au GSDSP 2013				10/31/2019				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.	La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes du GSDSP 2013				4/30/2022				
Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les SFP annuelles relatives à l'ensemble des administrations (ou au secteur public) ne sont pas diffusées au cours des deux trimestres suivant la fin de la période de référence (calculer le décalage).	Séminaire régional sur la fréquence de communication des données : fréquence annuelle et infra-annuelle (trimestrielle)	3			4/30/2021	4/30/2021					

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**







(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps			4/30/2022					
			Les données sources des SFP infra-annuelles sont disponibles en temps utile.									
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Un tableau des opérations financières (TOFE) des administrations est disponible.	1			4/30/2019				2/28/2019
				Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP				4/30/2020				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2011–16 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	1			4/30/2019				4/30/2019
				La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques				4/30/2020				
Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014				4/30/2022						

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**









(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint												
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021					
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Toutes les données sources relatives aux administrations centrales (selon le mode d'enregistrement actuel) sont recueillies, y compris les recettes non fiscales et les dépenses urgentes	2		4/30/2019	4/30/2019				
				Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires			4/30/2020					
				Les données sources annuelles pour l'EB 2016 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour l'établissement des SFP.			4/30/2021					
			Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources pour les exercices précédents(2011-2015) sont recueillies et validées pour établir les SFP relatives aux AC.	2		4/30/2019	4/30/2019				
							4/30/2020					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.			4/30/2020					
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2013. Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2013.			4/30/2021					
									4/30/2022			



**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	2		4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	3		4/30/2019	1/31/2019			
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2020				
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2021				
			5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2022					
		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de vérification de l'intégrité/de l'exhaustivité des données sources et ces méthodes sont appliquées au Tableau de bord des finances publiques (TABBORD).	3		4/30/2019	1/31/2019				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales								
		Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020					
			Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022					
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources	3		4/30/2019	9/30/2018			
		(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020						
		(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021						







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint												
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Un TOFE des administrations centrales pour l'EB 2016 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	3		4/30/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
				Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.			4/30/2020					
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données sur l'endettement des administrations centrales (EB 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	3		4/30/2019	1/31/2019				
				Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.			4/30/2021					
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources				4/30/2020				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des unités de tout le secteur public sont collectées pour l'établissement des SFP (recettes fiscales; dons destinés aux projets de développement dépenses/opérations sur les avoirs et les engagements du Trésor)	3		4/30/2019	1/31/2019				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile				4/30/2021				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile				4/30/2022				
			Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents sont formés aux méthodes de diffusion des données	2		4/30/2019				1/31/2019
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014				4/30/2020							
	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021								










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2021				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile			4/30/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.				4/30/2020			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les données sur l'endettement des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2013.	3		4/30/2019	4/30/2019			
			Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019	2/28/2019			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)		(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014				4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données				4/30/2021			
		Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Une série sur 6 ans est publiée	3		4/30/2019	2/1/2019	Mission d'assistance technique	
Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées							4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible.	3		4/30/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources des SFP annuelles sont recoupées mensuellement par le Trésor et la BEAC (statistiques monétaires de la banque centrale).	4		4/30/2019	11/30/2018				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile			4/30/2020					
			Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2011–18) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	3		4/30/2019	11/30/2018			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2013. Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.	3		4/30/2019	11/30/2018			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources	3		4/30/2019	12/20/2018			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
		Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Une série sur 6 ans est publiée	3		1/31/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	
Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées					4/30/2022						

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**




(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées (pour les données couvrant les EB 2011–16).	2		4/30/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011–16).			4/30/2020				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources couvrant les AC sont intégrées à un système unique.	2		4/30/2019	11/30/2018			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC			4/30/2021				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2020				
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**






(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Préparation d'un arrêté ministériel ou d'un décret.	2		4/30/2019	3/29/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
				Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.			4/29/2020					
				Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques			4/30/2020					
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources	3		4/30/2019	3/15/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020					
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021					
				Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre la classification du plan comptable national et la classification MSFP est établi et communiqué aux autorités			4/30/2021				
				Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données			4/30/2020				
				Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2020				
					Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile			4/30/2022				
				Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 des comptes publics et 1 des statistiques monétaires de la banque centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014.			4/30/2021				
				Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources	3		4/30/2019				11/20/2018
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 3 Octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011–16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les agents chargés des SFP recueillent les données sources de toutes les unités des administrations centrales et un TOFE (EB 2011–16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC).			4/30/2021				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011–16).			4/30/2022				
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage actualisé entre les classifications du budget et de la comptabilité nationale et le MSFP 2014 est achevé.	2		4/30/2019	7/31/2018			
				Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle			4/30/2024				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2021				
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	Les données sources des SFP à haute fréquence sont rproduites en temps utile			4/30/2022				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**






(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4		4/30/2020	7/19/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Séminaire régional sur la « cohérence entre les comptes nationaux annuels et les comptes nationaux trimestriels »	4		2/8/2019	2/8/2019			
				Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »			7/30/2021				
Burundi (BDI)		Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Une série de données trimestrielles sur le PIB établie selon l'approche de production est disponible aux prix courants.	2		4/30/2019	12/31/2018	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.			4/30/2022				
				Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.			4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles			12/31/2021				
			Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.				12/30/2021				
			Les CNA pour 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours).				12/31/2020				










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2021					
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2020					
				La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			12/31/2021					
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			4/30/2022					
				Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles			4/30/2022					
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	2 agents sont capables d'établir les CNA.	4		12/31/2018	12/8/2017				
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.			12/31/2019					
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			12/31/2020					
				Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.			12/31/2021					
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			12/31/2020					










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production			4/30/2020		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				La série des comptes nationaux pour la période allant jusqu'à 2017 est disponible	3		4/30/2019	3/31/2019				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2022					
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022					
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			4/30/2022					
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2022					
			Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents de plus sont recrutés et formés.	3		4/30/2019	3/31/2019				
				Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels			4/30/2020					
				Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels			12/31/2020				
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale			12/31/2019					
		Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.	2		12/31/2021	8/16/2019						
		Trois agents sont en mesure de produire les comptes nationaux annuels selon le SCN 2008			12/31/2021							









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les CNA des années manquantes (2009-2011) sont disponibles	3		11/30/2018	5/4/2018			
				Finaliser les CNA de 2016 et élaborer les CNA de 2017 à des fins de diffusion.	3		12/31/2018	10/5/2018			
				Formation de comptables nationaux sur le SCN 2008	4		12/31/2018	12/17/2018			
				Trois comptables nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	3		12/31/2019	8/30/2019			
				Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018			4/30/2020				
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux			4/30/2020				
		Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changements d'année de	4		4/30/2019	4/30/2019					
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2019				








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.			6/30/2020				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.			4/30/2021				
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.			4/30/2022				
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	2		12/31/2018	8/15/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : Elevé Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	3		12/31/2019	8/31/2019			
				Établissement du PIB pour 2016 et 2017.	3		8/31/2018	8/31/2018			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2020				
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	2		4/30/2019	8/10/2018			










**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrés aux estimations des CNA.	2		12/31/2019	8/31/2019			
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	3		12/31/2018	8/15/2018			
				Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en donnée en relation avec la balance des paiements	3		12/31/2019	8/2/2019			
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat			12/31/2020					
		Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les données des comptes nationaux sont diffusées en temps opportun.			12/31/2019				









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CNA			12/31/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat
				La série rétropolée des CNA pour 2005-2018 est disponible			4/30/2020				
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.			4/30/2022				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2021				
République du Congo (COG)		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.	Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	2		4/30/2019	4/20/2019			Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent	3		12/31/2019	9/31/2019			
				Les bilans de toutes les entreprises sont intégrés aux estimations des CNA.	1		6/30/2018	7/3/2018			
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	3		12/31/2018	12/17/2018			
				Des échanges se tiennent avec la Banque centrale du Congo ; des données sur la BdP sont communiquées en temps plus opportun et intégrées aux estimations des CNA.	3		12/31/2018	12/14/2018			
				Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application,							







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint											
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
			classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données sur les prix bénéficient de l'amélioration et de la fréquence de la collecte des prix.	2		8/31/2018	8/31/2018			
				Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.			4/30/2020				
				Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place			12/31/2020				
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les CNA sont disponibles pour les années 2011 à 2014.	3		6/30/2018	6/22/2018	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Faible Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les CNA sont disponibles pour les années 2015 à 2017.	2		12/31/2018	8/4/2018			
				Les séries 2001-2017 sont disponibles	3		12/31/2019	7/31/2019			
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.			12/30/2020				
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.			4/30/2021				
				Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place			12/31/2020				
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application,								
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.			4/30/2022				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
				Descriptions	Valeurs	Couleurs							
Gabon (GAB)				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			4/30/2022						
				Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Quatre agents sont en mesure d'établir les CNA.	3					12/31/2018	6/8/2018
						Six agents sont en mesure d'établir les CNA.						4/30/2020	
				Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Apprentissage par les pairs (Gabon Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels.	4					12/31/2018	9/7/2018
				Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			4/30/2021						
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022						
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o.		
				La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.								4/30/2021	
				Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.								12/31/2020	







**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
				Descriptions	Valeurs	Couleurs							
Guinée équatoriale (GNQ)		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement	Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place			12/31/2020		Banque Mondiale		Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Deux agents sont en mesure d'établir les CAN et de renseigner la page récapitulative des données (PNRD) du SGDD-amélioré			2					4/30/2019	1/31/2019
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.								12/31/2020	
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.								7/31/2021	
				Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence								4/30/2021	






**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institution s régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Mis en place d'un plan de travaux de rebasage des comptes nationaux			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022				
				La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible			4/30/2022				
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible			12/31/2021				
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits par les approches de production et de dépenses			12/31/2021				
				Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés					
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2019				
				Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2020				
				Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels			12/31/2021				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2019				
		Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			12/31/2020						








**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Quatre agents sont en mesure d'établir les CNA.	3		12/31/2018	12/28/2018	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Six agents sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2019					
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série rétropolée des CAN rebasés pour 2005–17 est disponible.				4/30/2022				
				Les comptes nationaux annuels sont à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place				12/31/2019				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.				12/31/2020				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.				12/31/2021				
Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.				4/30/2022								

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**










(En date du 22 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données	La collecte et le traitement des données sur les entreprises sont effectués	3		12/31/2018	12/28/2018			
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	2		12/31/2018	10/31/2018			
				Les résultats de la consommation finale des ménages sont analysés et intégrés dans les travaux de rebasage			12/31/2021				
	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).		Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Apprentissage par les pairs (Tchad Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels.	4		9/7/2018	9/7/2018			
				Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence			4/30/2021				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020				
		Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.				4/30/2021					

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4: Largement atteint                     3: Atteint                     2: Partiellement atteint                     1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risqués liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette du Burundi			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : élevé Engagement des services d'appui à la gestion des services techniques et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants élaborent un rapport annuel de la gestion de la dette du Burundi			4/30/2022				
				Les participants élaborent le premier bulletin trimestriel sur la gestion de la dette du Burundi			4/30/2022				
BEAC- Banque des États de l'Afrique centrale	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Mise en œuvre de règlements sur le fonctionnement du marché primaire d'ici au [date]	Révision des règles et réglementation de l'émission de titres	4		12/31/2018	7/30/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2020				
				Approbation par les autorités du plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2021				
BEAC- Banque des États de l'Afrique centrale		Marché secondaire opérationnel dans lequel les participants du marché de gros peuvent effectuer des transactions dans des délais et à des coûts raisonnables	Communication des informations post-opération à une autorité centrale sur une base régulière et publication d'informations globales sur les transactions de marché	Mise en œuvre du plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2022				
				Apprentissage par les pairs au profit de 4 cadres de la BEAC sur le thème de la gouvernance du marché	2		6/30/2019	5/31/2019			
				Révision des règles et réglementation du marché secondaire	3		12/31/2018	7/31/2018			

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
				Publication d'informations globales sur les transaction de marché sur une base régulière.			4/30/2022					
République centrafricaine (RCA)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risqués liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette de la République centrafricaine	3		6/30/2018	6/29/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieures : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les participants produisent un rapport annuel sur la gestion de la dette de la République centrafricaine	3		9/30/2018	6/30/2018				
				Les participants produisent un bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la République centrafricaine	4		6/30/2018	10/31/2017				
				Les participants améliorent leurs capacités en termes d'exploitation du système de gestion automatisé de la dette publique.	4		9/30/2018	9/30/2018				
République centrafricaine	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, Création d'un bureau de gestion	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services sont formés à l'analyse du portefeuille de la dette et à la façon de l'appliquer pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen	
				Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications ou les documents internes laissent apparaître une utilisation efficace du cadre de gestion des risques			4/30/2020				
				Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Projet de décret sur le Comité national de la dette	3		9/30/2018				2/1/2018

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
	4: Largement atteint	3: Atteint	2: Partiellement atteint	1: Pas atteint							
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
(RCA)	tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de directives portant sur les activités du Comité national de la dette	2		9/30/2018	2/1/2018			Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet de décret sur le cadre institutionnel régissant la gestion de la dette publique	3		9/30/2018	11/30/2018			
République centrafricaine (RCA)		Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette	2		6/30/2019	11/30/2018			
			Organigramme mettant en évidence la séparation des responsabilités de certaines fonctions clés, ainsi que la présence d'une fonction de surveillance du risque et de conformité	Projet d'un manuel de procédures portant sur la gestion de la dette publique			4/30/2022				
			Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette de la RCA pour l'outil analytique de la SDMT			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :												
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3: Atteint <span style="color: orange;">◆</span> 2: Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1: Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République centrafricaine (RCA)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette de la RCA	2	<span style="color: orange;">⚠</span>	1/31/2019	1/25/2019			extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT			12/31/2021					
				Les participants produisent une ébauche de la SDMT			4/30/2022					
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le plan d'emprunt intérieur de la RCA				4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le calendrier d'émissions de la RCA				4/30/2021				
		Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre	Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications ou les documents internes laissent apparaître une utilisation efficace du cadre	Les services sont formés à l'analyse du portefeuille de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions











**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4: Largement atteint                     3: Atteint                     2: Partiellement atteint                     1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour mieux choisir les instruments à utiliser			4/30/2021				extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	La qualité de l'AVD produite par les autorités s'est améliorée			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Cameroun (CMR)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les services sont formés aux outils de la nouvelle SDMT			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La SDMT du Cameroun est améliorée			4/30/2022				
République démocratique du Congo (COD)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent les compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT	3		9/30/2018	9/15/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3: Atteint <span style="color: orange;">◆</span> 2: Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Développer et implémenter une stratégie de dette à moyen terme	Une capacité améliorée d'évaluation, de suivi et de gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique ; terme et améliorent la résilience du portefeuille de la dette aux chocs de marché ;	Le document de la SDMT est élaboré et publié	Le document de la SDMT est préparé et soumis pour approbation			4/30/2020				
		Une capacité améliorée de préparation du plan annuel de financement qui énonce le besoin de financement, identifie les sources de financement, favorise une bonne exécution des opérations de financement.	Les cadres ont démontré une bonne maîtrise de l'outil analytique de la SDMT	L'outil analytique de la SDMT est utilisé pour choisir la SDMT préférée			4/30/2020				
		Une capacité améliorée d'élaboration de stratégies de financement qui permettent de maintenir un meilleur équilibre entre les coûts et risques, maintiennent la dette à un niveau viable sur le moyen	Le plan annuel de financement est élaboré sur la base de la SDMT retenue	Les cadres peuvent utiliser, sans assistance, l'outil analytique de la SDMT pour simuler des scénarii de financement			4/30/2021				
				Le plan de financement de l'exercice budgétaire 2020 est préparé			4/30/2020				
		Marché secondaire opérationnel dans lequel les participants du marché de gros peuvent effectuer des transactions dans des délais et à des coûts raisonnables	Règles et réglementations portant sur la structure et l'organisation du marché secondaire	Projet de décret sur l'organisation et le fonctionnement des marchés primaire et secondaire			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas
				Les données de marché telles que les cours acheteurs et vendeurs respectent la transparence qui s'impose avant les négociations			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint												
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (COD)	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Émissions intérieures régulières basées sur des instruments standards et pilotées par un programme (applicable)	Descriptifs des termes et des conditions pour les instruments conformes aux [normes] mis en œuvre au [date]	Reporting fréquent des informations post négociations à une autorité centrale			4/30/2022				échéant) : s. o.	
				Préparation d'un projet de règlement portant sur le fonctionnement du marché primaire			12/31/2019					
				Préparation d'un projet de descriptif des termes et conditions des instruments et émissions du premier instrument basé sur ce descriptif			4/30/2021					
		Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Règles portant sur le fonctionnement du marché primaire mises en œuvre au [date]	Préparation d'un projet de calendrier d'enchères	4		12/31/2019	8/31/2019				
				Processus de règlement et de garde soutenu par des systèmes de paiement et de garde fiables	Préparation d'un projet de descriptif des termes et conditions des instruments			12/31/2019				
					Formation des services sur la préparation d'un plan d'émissions			4/30/2021				
Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risqués liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels publiés ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette de la COD	4		6/30/2018	5/31/2017	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
			Les participants préparent le rapport annuel de la gestion de la dette de la COD	4		9/30/2018	5/31/2017					
			Les participants produisent un bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la COD	2		6/30/2018	5/31/2017					

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">◆</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : élevé Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	La qualité de l'AVD produite par les autorités s'est améliorée			4/30/2021				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020				
République démocratique du Congo (COD)	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet de décret sur le Comité national de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Approbation du décret sur la création du Comité national de la dette			4/30/2021				
			Une convention entre le bureau de gestion de la dette et la banque centrale s'agissant de la mise en œuvre de certaines fonctions liées à la gestion de la dette	Projet d'un manuel de procédures pour le Comité national de la dette			4/30/2021				
				Version finale du manuel de procédures pour le Comité national de la dette			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4: Largement atteint	3: Atteint	2: Partiellement atteint	1: Pas atteint								
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Congo pour l'outil analytique de la SDMT	2	⚠	9/30/2018	5/6/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique: moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants calculent les indicateurs du portefeuille de la dette du Congo	2	⚠	9/30/2018	5/6/2018			
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT	2	⚠	9/30/2018	5/6/2018			
				Les outils sont utilisés en tant que principale ressource de données et d'analyse pour la préparation de la SDMT			4/30/2020				
				Production d'une ébauche de rapport sur la SDMT			4/30/2020				
				Obtention de l'approbation nécessaire des autorités pour la SDMT			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4 : Largement atteint	3 : Atteint	2 : Partiellement atteint	1 : Pas atteint								
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Le cadre organisationnel du bureau de gestion de la dette a été évalué	3		5/30/2019	4/15/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Le projet de l'organigramme révisé est préparé			4/30/2020					
			Le nouvel organigramme révisé est adopté			4/30/2021					
			Organigramme mettant en évidence la séparation des responsabilités de certaines fonctions clés, ainsi que la présence d'une fonction de surveillance du risque et de conformité	Apprentissage par les pairs au profit de 3 cadres de la CCA sur le thème de l'organisation du bureau de la dette			4/30/2020				
				Ébauche d'un manuel de procédures pour la gestion de la dette publique			4/30/2021				
				Manuel de procédures définitif pour la gestion de la dette publique			4/30/2022				
République du Congo (COG)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">◆</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le plan d'emprunt intérieur du Congo			4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le calendrier d'émissions du Congo						4/30/2020					
Gabon (GAB)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils de la nouvelle version de l'AVD des pays ayant accès aux marchés - AVD PAM.			4/30/2022	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils de la nouvelle version de l'AVD-PAM			4/30/2022				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
	◆ 4: Largement atteint	◆ 3 : Atteint	◆ 2 : Partiellement atteint	◆ 1 : Pas atteint							
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils de la nouvelle AVD des pays ayant accès aux marchés			4/30/2022				
Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Gabon pour l'outil analytique de la SDMT	3	◆	4/30/2019	3/10/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants calculent les indicateurs du portefeuille de la dette du Gabon	3	◆	4/30/2019	3/10/2019			
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT	3	◆	4/30/2019	3/10/2019			









**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
	◆ 4: Largement atteint	◆ 3: Atteint	◆ 2: Partiellement atteint	◆ 1: Pas atteint							
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les participants réalisent un exercice sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette			4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2020				
		Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications et documents internes mettent en évidence une utilisation efficace du cadre	Les participants utilisent le portefeuille de la dette du Gabon pour l'analyse des risques du portefeuille de la dette			4/30/2021				
				Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour mieux choisir les instruments à utiliser			4/30/2021				
			Les autorités approuvent le document établissant le cadre politique de gestion du risque de la dette			4/30/2022					
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette	Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de décret/d'arrêté sur le Comité national de la dette			4/30/2022	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4: Largement atteint               3: Atteint               2: Partiellement atteint               1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Production d'un projet de directives sur les activités du Comité			4/30/2022				risques (le cas échéant) : s. o.
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services reçoivent une formation de bases sur l'analyse des risques	3		9/30/2018	6/15/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications et documents internes mettent en évidence une utilisation efficace du cadre	Les participants réalisent un exercice sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette			4/30/2020				
		Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels publiés ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants produisent un rapport annuel sur la gestion de la dette de STP			4/30/2020				
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet d'un manuel de procédures pour la gestion de la dette publique				4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
	tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Projet de décret/d'arrêté sur le Comité national de la dette	3		4/30/2019	11/30/2018			Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
São Tomé-et-Príncipe (STP)			Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Production d'un projet de directives sur les activités du Comité	4		4/30/2020	11/30/2018			
		Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette			4/30/2021				
		Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Mise en œuvre de règlements sur le fonctionnement du marché primaire d'ici au [date]	Projet de règles sur l'émission de bons du Trésor			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Émissions intérieures régulières basées sur des instruments standards et pilotées par un programme (applicable)	Mise en œuvre d'un plan d'emprunt annuel au [date]	Publication d'un projet de calendrier d'enchères à mettre en œuvre			12/31/2019				
			Mise en œuvre au [date] d'un calendrier d'enchères contenant les dates d'émissions et les instruments utilisés	Les services sont formés aux compétences de base pour préparer un plan d'émissions			12/31/2019				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">◆</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1 : Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette de STP pour l'outil analytique de la SDMT			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette de STP			4/30/2021				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT			4/30/2022				
Tchad (TCD)	Réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Tchad pour l'outil analytique de la SDMT	2	<span style="color: orange;">◆</span>	10/31/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique: moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette du Tchad	2	<span style="color: orange;">◆</span>	10/31/2018	10/31/2018			
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les outils sont utilisés comme principale ressource de données et d'analyse pour la préparation de la SDMT			4/30/2020				
				Production d'une ébauche de rapport de la SDMT			4/30/2021				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
4: Largement atteint               3: Atteint               2: Partiellement atteint               1: Pas atteint											
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Obtention de l'approbation nécessaire de l'État sur la SDMT			4/30/2022				
	Établir une infrastructure juridique et institutionnel efficace du marché des <i>Sukuk</i> compatible avec le niveau de développement du marché	Un plan de développement stratégique qui sert de base à l'émission de Sukuk ou mène à l'émission de Sukuk	Identification et hiérarchisation des plans de développement de l'État sur une horizon de trois à cinq ans	Identification des conditions techniques préalables et préparation d'un plan d'action			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen
Description et état actuel des actifs publics et des créances de l'État			Constitution d'une liste des actifs publics			4/30/2021					
		Mise en place de l'environnement juridique et réglementaire pour l'émission de Sukuk	Une loi islamique régissant l'émission de dette et de titres, soutenue par les politiques et procédures nécessaires, notamment des réglementations et des directives réglementaires	Identification des prérequis du cadre juridique			4/30/2022				Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais	Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : moyen Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Production d'un projet des directives pour les activités du Comité national de la dette			4/30/2020				

**CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :											
	◆ 4: Largement atteint	◆ 3 : Atteint	◆ 2 : Partiellement atteint	◆ 1 : Pas atteint							
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
	notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire		Approbation des directives définitives sur les activités du Comité national de la dette			4/30/2021				
Tchad (TCD)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD pour les pays ayant accès aux marchés			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu et les données sur la dette du Tchad			4/30/2022				
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2022				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu			4/30/2021				
				Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu en utilisant les données de la dette du Tchad			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Les réglementations prudentielles révisées et actualisées rédigées pour l'application de la nouvelle loi bancaire du Burundi (22 août 2017) sont adoptées.	4		9/30/2018	8/18/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les réglementations prudentielles actualisées rédigées pour l'application de la nouvelle loi bancaire du Burundi (22 août 2017) sont examinées à la demande de la BRB.	4		4/30/2019	6/18/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Les réglementations prudentielles relatives aux institutions de microfinance sont examinées pour être actualisées conformément aux normes internationales.			4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	
				La révision des réglementations prudentielles relatives aux institutions de microfinance est terminée et approuvée, et les réglementations sont adoptées.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	Banque Mondiale	
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional	s. o.	
				La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	4		9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	


**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)





Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		efficaces et un solide environnement de contrôle		Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.			4/30/2020			s. o.	
		Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Le projet de réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est révisé.	4				4/30/2019	2/1/2019	Mission d'assistance technique				
Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.					12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
Des directives sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle du risque opérationnel dans les établissements de crédit.					4/30/2021		Mission d'assistance technique				
La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.				12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance					
La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.				12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique					
Des directives sont données concernant la méthodologie de réalisation d'inspections sur place, dans les banques, portant sur la sécurité des systèmes d'information (expertise en vérification des technologies de l'information).	4			4/30/2019	10/4/2018	Mission d'assistance technique					



**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle			Le projet de méthodologie de réalisation d'inspections sur place concernant le risque en matière de technologies de l'information est terminé et approuvé.	4		4/30/2019	10/4/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les inspections sur place concernant la gestion du risque en matière de technologies de l'information sont effectuées	1		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données concernant la méthodologie de contrôle des établissements et services de paiement, conformément aux meilleures pratiques et à la réglementation de la BRB (actualisée le 14 juillet 2017).	3		4/30/2019	10/4/2018	Mission d'assistance technique		
				La méthodologie de contrôle effectif des établissements et services de paiement est terminée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.	1		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le contrôle des établissements et services de paiement est mis en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)


Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives sont données sur les principes fondamentaux de la supervision basée sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional	s. o.	
				Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque est révisée pour augmenter la précision du système de notation CAMELS/ORAP.	4		4/30/2019	2/1/2019	Mission d'assistance technique		
				Une feuille de route globale pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.		fully achieved	6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un guide pour l'utilisation de l'outil révisé de notation des banques est rédigé	4		6/30/2019	6/28/2019			
				Le processus de contrôle sur pièces de la BRB pour la détection précoce des banques fragiles est amélioré après l'examen du cadre des indicateurs de suivi et des indicateurs d'alerte.			4/23/2020		Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**




(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.			9/20/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Le nouveau modèle de liquidité à court terme et la réglementation sur le ratio de liquidité sont terminés et adoptés.	4		12/31/2018	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		La législation et la réglementation bancaires sont alignées sur les exigences de Bâle II/ III	Le projet de modèle et la réglementation pour un nouveau ratio structurel de liquidité à long terme (ratio conforme aux accords de Bâle III) sont préparés.			4/30/2021		Mission d'assistance technique			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)				Le nouveau modèle et la réglementation sur le ratio structurel de liquidité à long terme (ratio conforme aux accords de Bâle III) sont approuvés et adoptés.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires	La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	Le pilier 2 et l'ICAAP sont intégrés dans les exigences prudentielles			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques								




**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)




Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	3		4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4		4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance		
		Un document de planification approprié est produit pour la mise en œuvre			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives									

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**





(En date du 9 octobre 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	4		6/30/2019	4/27/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	3		4/30/2020	9/13/2018	Mission d'assistance technique		
				Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les instances de contrôle disposent des moyens nécessaires pour mettre à niveau la réglementation bancaire et l'appliquer de manière effective	Des directives méthodologiques sont données pour la mise en œuvre effective du contrôle consolidé sur pièces et sur place des groupes bancaires de la CEMAC.	3		4/30/2019	11/23/2018	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)		Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
			La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les exigences prudentielles qualitatives pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigées, sur la base des réglementations en vigueur.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique		
				Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
				Descriptions	Valeurs	Couleurs							
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles			Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	2		12/31/2021	11/23/2018	Mission d'assistance technique	s. o.			
				La réglementation sur le calcul des fonds propres est examinée pour intégrer les exigences applicables sur une base consolidée.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique				
				Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
				Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019			1/11/2019	Séminaire régional
				La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.					12/31/2019				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique










**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint


Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un plan d'action est rédigé pour mettre à niveau le cadre de supervision bancaire concernant le risque de crédit dans les processus de contrôle.	1		12/31/2018	2/5/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques, notamment du risque de fraude, afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		4/30/2019	10/26/2018	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	3		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des institutions de microfinance, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre ou le contrôle basé sur les risques.	3		12/31/2018	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les processus de contrôle sur pièces des banques sont révisés pour évaluer les pratiques actuelles et la nécessité d'une mise à niveau du système de notation SYSCO2. Des recommandations sont données pour la mise à niveau.	4		4/30/2019	8/9/2018	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		




**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)		opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le cadre de gestion des procédures internes proposé pour les procédures de supervision bancaire est validé et mis en œuvre.	2		12/31/2018	4/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Des directives sont données sur les principes fondamentaux de la supervision basée sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional		
				Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	3		6/30/2019	1/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	1		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un appui opérationnel intermédiaire est fourni à la COBAC pour atteindre les objectifs de son plan d'action concernant la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		



**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Les processus de contrôle sur place des banques sont examinés pour évaluer les pratiques actuelles conformément à la supervision basée sur les risques. Des recommandations sont données pour la mise à niveau.	4		4/30/2019	10/26/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de crédit afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		4/30/2019	4/12/2019	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		





**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)



Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)		Les instances de contrôle agissent en temps opportun face aux pratiques ou activités dangereuses qui pourraient poser des risques pour les banques ou pour le système bancaire	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique			
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les pratiques actuelles concernant le contrôle sur pièces des plans d'action correctifs des institutions de microfinance sont examinées et des directives sont données pour leur mise à niveau.	4		4/30/2019	3/1/2019	Mission d'assistance technique			s. o.
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau le processus d'intervention précoce auprès des institutions de microfinance confrontées à des difficultés.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les processus opérationnels concernant la gestion des mesures de supervision visant à traiter les infractions aux réglementations prudentielles sont examinés et des directives internes sont données pour leur mise à niveau.			4/30/2020		Mission d'assistance technique			
				Un plan d'action est approuvé afin de mettre à niveau les processus opérationnels concernant la gestion des mesures de supervision pour traiter les infractions à la réglementation prudentielle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**




(En date du 9 octobre 2019)



Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Les processus opérationnels concernant la gestion des mesures disciplinaires (sanctions) prises par la COBAC à l'encontre des établissements de crédit sont examinés et des directives sont données pour leur mise à niveau.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé afin de mettre à niveau les processus opérationnels concernant la gestion des mesures disciplinaires (sanctions).			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau le processus d'intervention précoce auprès des banques fragiles.	2		4/30/2019	4/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation sur le calcul des fonds propres est examinée pour être alignée sur les exigences de Bâle III.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN
				Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**



(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Des directives sont données pour rédiger une nouvelle réglementation prudentielle concernant le ratio de levier conformément aux exigences de Bâle III.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique		Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4		4/30/2020	9/20/20189	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)			La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.		
				Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme q Bale II est approuvé et en vigueur			12/31/2021					
			Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
				Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Les instances de supervision et réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres choses, des conseils d'administration et une supervision de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes.	Le modèle en vigueur du rapport annuel obligatoire des banques sur leur contrôle interne et leur cadre de gestion des risques est examiné.	4		12/31/2018	7/28/2017	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Le modèle révisé du rapport annuel obligatoire des banques sur leur contrôle interne et leur cadre de gestion des risques est adopté.	1		4/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données pour la rédaction d'une procédure interne concernant la mise en œuvre de nouvelles réglementations sur le contrôle interne, la conformité et la gouvernance.	4		4/30/2019	9/14/2018	Mission d'assistance technique		
				La méthodologie interne concernant la mise en œuvre de la réglementation révisée sur le contrôle interne, la conformité et la gouvernance est terminée, approuvée et mise en place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur le gouvernement d'entreprise dans les banques.	4		4/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance		
				Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional		
				Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur site concernant la mise en place d'une nouvelle réglementation sur la gouvernance (instruction 21)	4		4/30/2019	3/22/2019	Mission d'assistance technique		



**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint



Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des banques.	4		4/30/2019	6/8/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	4		4/30/2019	6/8/2018	Mission d'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			La mise en œuvre des amendements nécessaires à la législation et à la réglementation pour assurer le fondement opérationnel du régime d'agrément a été engagée le [date] comme l'atteste a) une circulaire de contrôle ; b) une évaluation PESF/ les principes fondamentaux de Bâle/ les principes fondamentaux ou une auto-évaluation selon les besoins	Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des auditeurs externes des banques.	4		4/30/2019	2/23/2018	Mission d'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données pour la rédaction de procédures internes et de modèles opérationnels concernant les demandes officielles reçues par la BCC pour l'octroi d'agréments aux banques, aux administrateurs et aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux auditeurs externes.	3		4/30/2019	3/22/2019	Mission d'assistance technique		


**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (RDC)		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs	Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	2		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance	s. o.	
				Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.			4/30/2021		Mission d'assistance technique			
				Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4		4/30/2020	6/7/2019				
				Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Adoption de la réglementation révisée sur la gestion des risques dans les banques.	4		4/30/2019	5/4/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			





**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint



Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des directives fournies.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place des risques liés aux technologies de l'information, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.			4/30/2020	Mission d'assistance technique			
				Les superviseurs effectuent les inspections des risques liés aux technologies de l'information en se basant sur la méthodologie en vigueur.			12/31/2021	Mission d'assistance technique			
				D'autres directives sont données aux superviseurs débutants sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques sur pièces, l'accent étant mis sur la réglementation prudentielle et l'analyse financière des banques.	4		4/30/2019	3/22/2019	Mission d'assistance technique		



**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)			Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les superviseurs de la BCC suivent une formation pour mettre en œuvre de manière opérationnelle les cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), en utilisant une approche basée sur les risques.	4		12/31/2018	9/14/2018	Mission d'assistance technique		
				Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives sont données sur les principes fondamentaux de la supervision basée sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre.	1		12/31/2018	2/6/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4		4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvées pour permettre une plus grande coopération	Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4		4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**


(En date du 9 octobre 2019)



Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**


(En date du 9 octobre 2019)





Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres.	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.			12/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques								
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
		Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en œuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Un plan d'action est rédigé pour préparer des réformes qui seront menées à bien avant l'exercice 2022, notamment pour accroître les ressources humaines pour la surveillance bancaire.	2		12/31/2018	2/6/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus de contrôle prennent en compte les risques liés aux services de paiement.	2		12/12/2018	2/6/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles sur la gestion des risques sont examinées.	2		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique		
				Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	2		4/30/2020	5/17/2019	Mission d'assistance technique		
				La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		









**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont finalisées, font l'objet de discussions avec le secteur bancaire et sont publiées.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les réglementations prudentielles concernant la gestion du risque de crédit sont actualisées en bloc pour la BCSTP et doivent être mises à niveau conformément aux normes internationales, par exemple en ce qui concerne la limitation du risque de crédit.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est actualisée conformément aux normes internationales.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles révisées sur la gestion du risque de crédit sont terminées, approuvées et adoptées.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une réglementation prudentielle révisée sur la gestion du risque de liquidité est terminée, approuvée et adoptée.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une nouvelle réglementation sur la continuité d'activité est rédigée pour la BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes.	2		4/30/2020	5/17/2019	Mission d'assistance technique		
				La nouvelle réglementation sur la continuité d'activité est finalisée, approuvée et publiée.			9/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives aux banques pour la mise en œuvre effective et efficace de la gestion des risques liés aux technologies de l'information sont rédigées pour la BCSTP.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		



**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)



Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
				Des directives aux banques pour la mise en œuvre effective et efficace de la gestion des risques liés aux technologies de l'information sont finalisées, discutés et publiés.			9/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont examinées.	4		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	2		6/30/2019	5/17/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional		
				Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		





**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**



(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		Les instances de contrôle disposent des moyens nécessaires pour mettre à niveau la réglementation bancaire et l'appliquer de manière effective	Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes	Les procédures et la méthodologie internes pour les processus de surveillance bancaire sur pièces et sur place sont rédigées et approuvées.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les instances de contrôle sont formés à la mise en œuvre effective et efficace des réglementations prudentielles sur la gestion du risque de crédit.			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de contrôle.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ
				Le cadre d'un système de notation des banques est élaboré pour permettre aux superviseurs de noter les banques en fonction de leur profil de risque.	4		4/30/2019	5/17/2019	Mission d'assistance technique		Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La méthodologie de notation basée sur les risques pour évaluer le profil de risque des banques est terminée, approuvée et mise en œuvre.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données sur les principes fondamentaux de la supervision basée sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 9 octobre 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
		en œuvre d'un contrôle basé sur les risques		Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre.	1		12/31/2018	2/6/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	1		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		



**ANNEXE 5**  
**PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE**

**I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND**

---

**II- CONSEILLERS RESIDENTS :**

ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, BLAISE YEHOUEYOU

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : OUMAR DISSOU

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

---

**III- ADMINISTRATION :**

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,  
DJENA LAETITIA DJEMBO

TECHNICIEN COURSIER : WILFRIED MANGUENGA MANGUENGA

---